

# Une démarche de coélaboration

## Livret 1

Projet du SRADDT / Conseil Régional du 19 décembre 2008



Schéma Régional d'Aménagement  
et de Développement Durable du Territoire  
Ensemble, construisons le nouveau Languedoc-Roussillon





**F**ace au potentiel de la région Languedoc Roussillon et aux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle, le Président **Georges FRÊCHE** a lancé une démarche prospective et participative sur le territoire régional à horizon 2030. **Eric ANDRIEU**, Vice-président délégué à l'Aménagement du Territoire, a porté et coordonné ce travail de réflexion.

La Région est accompagnée par le bureau d'études **ACADIE** pour l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire.

La Région a souhaité que l'élaboration du SRADDT soit l'occasion de rassembler tous ses partenaires autour de la définition d'un avenir commun. Pour cela, elle a mis en œuvre une démarche spécifique, basée sur une volonté de coélaboration.

Ce document « Une démarche de coélaboration » constitue le premier livret du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire. Il permet un retour sur la démarche d'élaboration du SRADDT, qui s'est déroulée pendant 2 <sup>1/2</sup> ans, de novembre 2006 au printemps 2009, en présentant ses objectifs, son déroulement et sa portée.

Trois types de partenaires ont été mobilisés ; des citoyens, des experts et des partenaires institutionnels (collectivités locales, société civile,...). Les pages concernant spécifiquement un type d'acteurs sont identifiées en bas de page, permettant ainsi une lecture transversale du document.

## Sommaire

Le choix de la coélaboration . . . . .	p. 5
Un SRADDT stratégique . . . . .	p. 13
Un SRADDT concerté . . . . .	p. 19
Un SRADDT efficace . . . . .	p. 37
Apports de la démarche . . . . .	p. 41
Annexes . . . . .	p. 47



# Le choix de la coélaboration

## Un nouveau SRADDT co-élaboré

*« Aujourd'hui, pour répondre aux grands enjeux régionaux et construire une vision collective et partagée de son avenir à l'horizon 2030, la Région souhaite se doter d'un véritable projet cohérent qui prenne en compte les territoires de projets. » [...]*

CONSEIL REGIONAL, DELIBERATION DU 25 AVRIL 2006

Le 25 avril 2006, l'Assemblée Régionale a décidé, en application de la loi du 4 février 1995 qui dote les Régions d'une véritable **compétence en aménagement du territoire**, le lancement d'un nouveau Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT).

L'élaboration du SRADDT est l'une des missions essentielles que **la loi Voynet du 25 juin 1999** a confiée aux assemblées régionales. Le SRADDT se doit de fixer « les orientations fondamentales, à moyen terme, du développement durable du territoire régional ».

*« En affirmant pleinement son rôle de chef de file et en favorisant la cohérence des politiques sectorielles et territoriales, la Région entend, dans le cadre du SRADDT, assurer la cohésion de son territoire régional ». [...]*

CONSEIL REGIONAL, DELIBERATION DU 18 OCTOBRE 2007

Le 18 octobre 2007, l'Assemblée Régionale tire le bilan de l'ancien SRADT et affiche les ambitions et les conditions de réalisation d'un nouveau Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT).

## Le SRADDT précédent dépassé par les problématiques actuelles

*« Ces insuffisances tant au point de vue de son élaboration que de son contenu font que ce document est aujourd'hui dépassé. N'apportant pas une vision stratégique du territoire régional à long terme, il ne peut s'inscrire dans un processus de décentralisation avec les nouveaux transferts de compétences. » [...]*

CONSEIL REGIONAL, DELIBERATION DU 18 OCTOBRE 2007

En 1999, la précédente majorité s'était déjà dotée d'un Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire, plan d'actions régional pour la période 2000-2020.

Sept ans après, un bilan critique peut être avancé :

- > Un manque de projection dans le futur, ce Schéma ayant été réalisé à partir d'une « photographie » du Languedoc-Roussillon de 1999.
- > Un document qui ne prend en compte que les compétences de la Région, sans ancrage dans le territoire.
- > Des questions très partiellement traitées, voire totalement laissées de côté, comme les problèmes liés à l'habitat et à la périurbanisation.
- > Une vision relativement fermée de la région, sans analyse de sa place au sein du bassin méditerranéen ou de l'Europe.
- > Une concertation limitée, tant avec les habitants qu'avec les autres collectivités, organismes publics ou socioprofessionnels.
- > Un document peu reconnu et pas utilisé par les acteurs locaux de l'aménagement du territoire.

A ces différents handicaps s'ajoutent **toutes les évolutions intervenues depuis 1999** : développement démographique de la région, importance de l'intercommunalité et de la concertation territoriale, explosion des prix de l'immobilier et de l'énergie, ou encore prise de conscience collective des problèmes liés au développement durable.

Après la réforme constitutionnelle d'août 2003 et la loi d'août 2004, **une nouvelle vague de décentralisation est venue marquer une étape supplémentaire dans le désengagement de l'Etat.**

Le transfert de compétences qui s'en est suivi, en matière d'éducation, de formation professionnelle ou de transports, notamment, a vu la montée en puissance de l'institution régionale. Le précédent Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire ne prenait logiquement pas en compte ces nouvelles compétences.

Pour toutes ces raisons, le Schéma mis en place en 1999 est rapidement devenu obsolète. D'où l'idée de reprendre la démarche dans sa globalité, en la dotant d'une méthode et d'objectifs à la mesure des enjeux.

## Des études préalables : prendre le temps de la réflexion

La Région a souhaité s'accorder un temps de réflexion pour définir les objectifs de la démarche du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire. Une série d'études préalables a été réalisée :

### Une étude prospective sur les Schémas de Cohérence Territoriale

A partir de l'expression d'un projet global et partagé, les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) sont un outil de mise en cohérence et de coordination des politiques menées en matière d'urbanisme, d'habitat, de développement économique, de déplacements et d'environnement. L'aspect prescriptif de ce document de planification stratégique lui donne une importance particulière dans l'objectif d'une meilleure maîtrise du développement et une meilleure prise en compte de l'environnement. Il était essentiel pour la Région de réaliser une étude sur les SCOT régionaux, afin de **mieux connaître l'état d'avancement et le contenu de ces démarches.** L'objectif était également de comprendre la manière dont elles s'articulent entre elles, **afin de mettre en place les conditions d'un aménagement régional cohérent.**

### Un état des lieux du territoire régional

La Région a souhaité réaliser un état des lieux du territoire régional en se fondant sur les données disponibles, les études déjà menées ou engagées au niveau régional. Ce travail a constitué **un socle de connaissances qui a permis d'alimenter en continu l'élaboration du SRADDT**, en particulier pour l'atlas régional et les controverses (livret 2 et 3 du SRADDT).

## Des études de définition

La Région s'est donné six mois pour affiner les objectifs de son SRADDT. Pour cela, **un marché d'études de définition a été confié à trois bureaux d'études.**

Chaque candidat devait construire une proposition, permettant :

- > **la détermination des conditions techniques et financières de l'élaboration du SRADDT** : propositions de méthodologie, d'un plan d'actions et de mobilisation en externe et interne ainsi que d'une évaluation financière et d'un échéancier détaillé .
- > **la définition d'objectifs généraux et des valeurs à promouvoir dans le futur SRADDT** : études des problématiques majeures et des enjeux de la région, mise en forme de concepts d'aménagement spatial, proposition de scénarii d'évolution, définition des concepts du futur SRADDT (approche stratégique et positionnement de la Région)

De plus, trois attentes spécifiques ont été fixées : **l'innovation, le positionnement par rapport au monde, à l'Europe et à la Méditerranée, et la coélaboration.**

A l'issue de la réalisation de ces études, le marché pour l'élaboration du SRADDT jusqu'à son approbation a été confié à **la société ACADIE**, choisie pour son approche stratégique et novatrice, la cohérence de sa proposition, son parti pris de coélaboration affirmé dès le départ et sa réflexion sur l'opérationnalité du SRADDT.

## Ambitions d'un SRADDT nouvelle génération

*« Avec ce nouveau SRADDT, l'ambition est bien de construire une véritable vision stratégique régionale partagée avec l'ensemble des acteurs : un projet régional allant au-delà des seules compétences de la Région pour plus de cohérence , de transversalité et de pertinence ; un SRADDT durable, en inscrivant cette démarche dans l'exigence du développement durable... » [...]*

CONSEIL RÉGIONAL, DÉLIBÉRATION DU 18 OCTOBRE 2007

Pour imaginer le nouveau Languedoc-Roussillon, la Région a lancé l'élaboration **d'un projet allant au-delà des obligations légales.**

Dès 2004, elle a mis en œuvre ses politiques sectorielles et plusieurs schémas, dont notamment le Schéma de Développement Economique SERVIR, le Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles et le Schéma Régional du Tourisme... Le **Pacte Régional** donne aujourd'hui toute la lisibilité des nombreuses politiques voulues pour engager la réforme du Languedoc-Roussillon. Le SRADDT constitue une nouvelle étape pour les politiques régionales, une réflexion globale et à long terme. Il s'appuie sur ces travaux déjà réalisés et permet une mise en perspective à l'horizon 2030.



Le projet SRADDT devra aussi être en phase avec les grandes évolutions actuelles. Il se donne pour ambition de :

- > **Construire l'aménagement du territoire de demain** : il n'est plus possible d'aménager le territoire comme au siècle dernier : choisir la localisation des grands équipements structurants ne suffit plus. L'aménagement du territoire doit mettre en cohérence les différentes politiques publiques pour assurer la qualité, l'attractivité et la cohésion du territoire.
- > **S'inscrire dans le processus de décentralisation** : le projet de SRADDT donne toute sa consistance au rôle de chef de file de la Région. Il dessine les contours d'une gouvernance régionale renouvelée. C'est pourquoi la Région a coproduit le SRADDT avec les acteurs du territoire.
- > **Positionner la région à l'échelle européenne et méditerranéenne** : le projet de SRADDT s'inscrit enfin dans un contexte de montée en puissance de l'Europe des Régions, et d'intensification des échanges méditerranéens. Il définira un positionnement de la Région aux échelles méditerranéenne, européenne et mondiale.

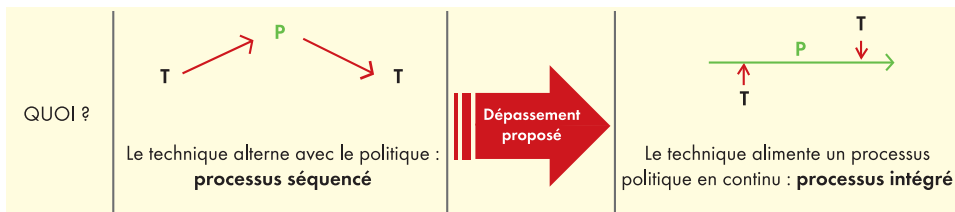
## Le choix de la coélaboration

La Région a souhaité **construire un SRADDT innovant et co-élaboré**. Il s'agit alors de partager une nouvelle vision de l'aménagement régional, de positionner la Région dans son rôle de chef de file et de s'inscrire **dans la continuité des pratiques de concertation** lancées depuis 2004, notamment avec "la Région en chantier", **et du Pacte Régional**, élaboré par la collectivité régionale, qui décline schémas, stratégies et programmes.

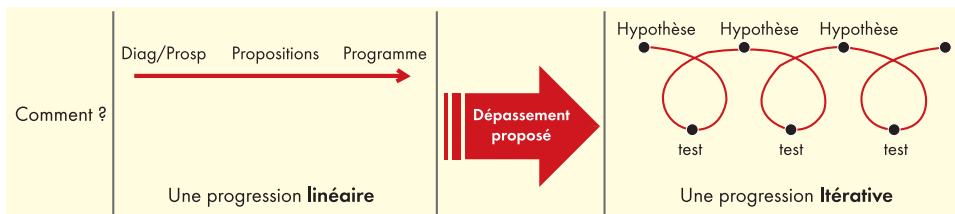
Pour se faire, trois règles ont guidé l'élaboration de la méthodologie du SRADDT **afin de mettre les acteurs en véritable situation de coproduction**, et pas seulement de réagir aux documents régionaux.

Cela se concrétise dans la méthodologie d'élaboration choisie autour de **trois grands principes** :

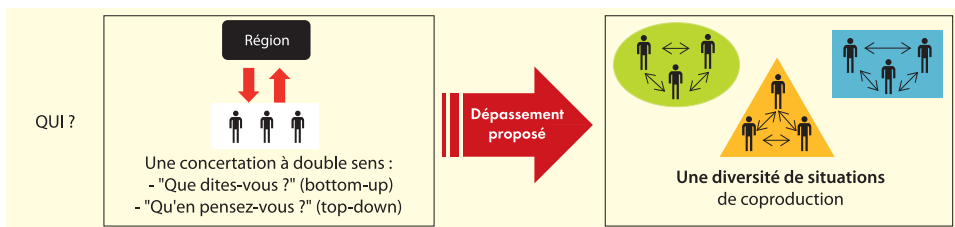
### Quoi ? : Mise en débat



### Comment ? : Mise à l'épreuve des hypothèses



### Qui ? : Diversité des mises en situation



## Un SRADDT stratégique : Construire des partis pris déterminés

La plupart des démarches de SRADDT suivent une progression linéaire, suivant les « canons » de la prospective : construction d'un scénario « fil de l'eau », construction de scénarios alternatifs (en général le scénario « rose », le scénario « catastrophe »), choix d'un scénario et définition de programmes d'action.

Cette approche comporte certains risques :

- > Elle aboutit le plus souvent à des visions stéréotypées, prônant l'équilibre, la diversité, etc. qui ne constituent pas des partis pris politiques et qui ne sont pas discutables. Autrement dit, elle constitue rarement une politique d'aménagement et de développement durable.
- > Elle trace un horizon « souhaitable », mais ne décrit pas le chemin critique permettant d'y parvenir. Autrement dit, elle ne constitue pas un guide stratégique pour les politiques publiques régionales.

Or l'enjeu du SRADDT consiste à bâtir à la fois une vision régionale et un guide stratégique pour les politiques publiques régionales. C'est pourquoi l'approche choisie est celle de mettre en débat, dès le départ, les enjeux régionaux d'aménagement. Le débat avec les partenaires et les citoyens se déroule donc non pas sur les futurs possibles mais sur les stratégies régionales.

### Pour aller plus loin...

| Livret 3 SRADDT Controverses et Prospective

## Un SRADDT concerté : Cheminer collectivement vers ces partis pris

La plupart des collectivités éprouvent des difficultés à articuler correctement concertation et production stratégique : les partenaires institutionnels et les citoyens sont sollicités à sens unique, soit pour fournir de l'information et de la connaissance, soit pour réagir aux productions. En Languedoc-Roussillon, plus qu'ailleurs, il faut parvenir à « faire territoire », autrement dit à impliquer les acteurs et les citoyens dans un processus d'élaboration collective, dont ils se sentent parties prenantes.

L'identité historique régionale est forte, notamment forgée par l'histoire et par la culture, par la géographie qui dessine des espaces très typés (Pyrénées, Cévennes, Corbières, littoral...) ; mais elle est aujourd'hui bouleversée, à plusieurs titres, par l'image et l'attractivité du territoire. D'autre part, la gouvernance territoriale est fragmentée, car le fait régional est une donnée politique nouvelle en Languedoc-Roussillon.

Le SRADDT est l'occasion de construire une identité contemporaine, en créant notamment des modes de gouvernance nouveaux, où la Région n'est pas en concurrence avec les autres pouvoirs territoriaux, mais assure une fonction de coordinateur, en se démarquant du modèle jacobin hérité.

Ainsi, la Région a souhaité mettre en œuvre une concertation bien plus large que ce que prévoit le texte législatif. La Région ne peut pas travailler seule pour construire le chemin le plus pertinent, elle a mobilisé tous ceux qui font et feront le Languedoc-Roussillon avec elle.

## Un SRADDT efficace : Faire vivre le SRADDT au-delà de la période d'élaboration

Le problème des SRADDT est leur nature juridique, ni prescriptive, ni opposable, qui renvoie à la non tutelle de la Région sur les autres collectivités. Le SRADDT du Languedoc-Roussillon doit aboutir à conférer à la Région, et à ses partenaires, une capacité d'action supplémentaire, une valeur ajoutée propre par rapport aux politiques sectorielles juxtaposées.

Le SRADDT apporte donc une vision régionale des partis pris de politique publique pour assurer un développement durable au Languedoc-Roussillon. Mais il apporte aussi un ensemble d'actions spécifiques. Celles-ci sont bornées par les politiques sectorielles de la Région qui ont leur logique propre et les politiques territoriales des autres acteurs.

Il s'agira de construire les moyens de l'opérationnalité du SRADDT. Ainsi, au-delà de la vision régionale, le SRADDT devra permettre de construire des convergences de politiques sectorielles « en aval » des schémas et des accords stratégiques entre la Région et les porteurs de politique territoriale. Ces convergences et ces accords seront à construire à travers des produits spécifiques : cadres régionaux de référence, opérations d'intérêt régional et conventions de coopération.

### Pour aller plus loin...

| Livret 4 SRADDT La Vision Régionale



Un SRADDT stratégique

## Trois controverses : construire des partis pris déterminés

### Travailler sur les stratégies publiques possibles

L'enjeu du SRADDT consiste à bâtir à la fois une vision régionale et un processus stratégique. C'est pourquoi une approche différente a été choisie en posant des controverses.

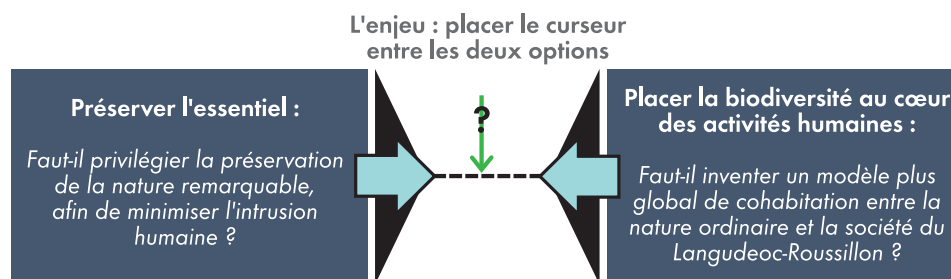
En effet, s'il y a globalement accord sur le diagnostic, les risques et les opportunités du Languedoc-Roussillon, éléments acquis lors de la phase de définition, et des différentes démarches déjà conduites par la Région (La Région en chantier, SERVIR, CPER,...), il existe en revanche un débat sur les options stratégiques pour y parvenir. Aujourd'hui, ces questions ne sont pas tranchées ; bien plus, diverses réponses coexistent, entre les acteurs du Languedoc-Roussillon. D'où la volonté de la Région, dès le démarrage du SRADDT, de mettre ces enjeux politiques d'aménagement au débat, en direction des acteurs régionaux et plus largement des citoyens. Autrement dit, de prendre le parti de constituer les grands enjeux structurants comme fil rouge de l'élaboration du SRADDT.

Le débat avec les partenaires et les citoyens se déroule donc non pas sur les futurs possibles mais sur les stratégies possibles à partir d'hypothèses de politique publique, qui doivent être construites pour répondre à un scénario « souhaitable » connu. La Région n'est pas liée par ces avis, mais ils constituent une indication précieuse sur ce qui est souhaitable et surtout ce qui est jouable en termes d'action publique.

### Les controverses : trois questions clés mises au débat

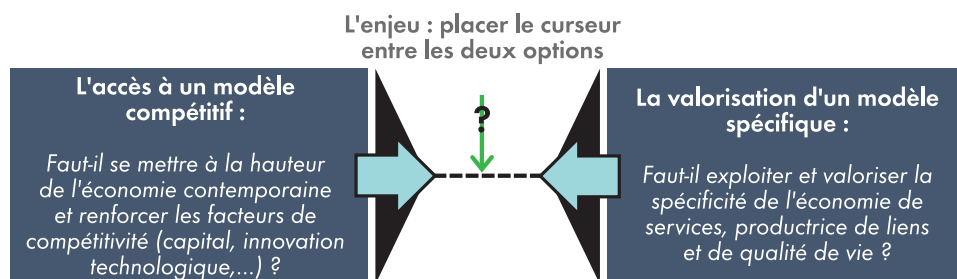
Le débat n'a pas vocation à être exhaustif, il perdrait en qualité et en densité. La Région a donc pris le parti de poser les questions clés de l'avenir du Languedoc-Roussillon concernant trois enjeux : environnemental, socio-économique et territorial. Ces trois questions sont formulées comme des controverses parce que le Languedoc-Roussillon est soumis à de très fortes tensions qui se répercutent sur le rapport nature/société, le rapport économie/solidarités et l'organisation de l'espace :

#### > Comment concilier attractivité et préservation de la biodiversité ?



Le Languedoc-Roussillon est la région métropolitaine qui cumule le plus d'espaces naturels répertoriés et la plus forte consommation anthropique d'espace. A cela s'ajoutent les risques naturels et ceux engendrés par l'occupation humaine de l'espace (transits régionaux, pollutions, artificialisation des sols, feux, cloisonnement de l'espace naturel, etc.). Ce qui fait de la région Languedoc-Roussillon, l'une des plus attractives, l'une des plus fragiles et l'une des plus « risquées », à la fois pour l'homme, la faune, la flore et la qualité des milieux naturels.

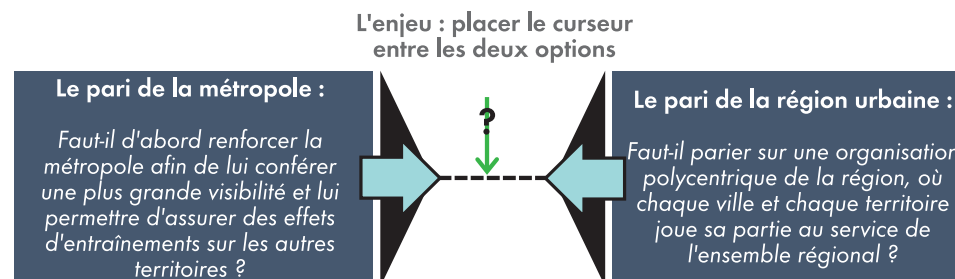
> Comment concilier croissance économique et développement social ?



S'agissant du modèle économique et social, le diagnostic est relativement unanime. Il tient en trois points :

- Le modèle de développement du Languedoc-Roussillon est fondé sur l'attractivité résidentielle, et d'abord sur l'accroissement du revenu.
- Ce modèle de développement résidentiel est risqué, car il est fondé sur l'attractivité démographique, qui pose les problèmes soulevés plus haut et il ne parvient pas à embrayer sur la production propre de richesses « exportables », qu'il s'agisse de richesses matérielles (industrie) ou immatérielles (services).
- Ce modèle de développement produit une certaine tension sociale, malgré le développement d'une masse considérable d'emplois.

> Comment concilier cohésion des territoires et compétitivité de la région ?



L'organisation spatiale de la région Languedoc-Roussillon présente plusieurs caractéristiques :

- Elle est constituée d'entités territoriales qui maintiennent des identités fortes, liées à l'histoire, à la culture, à la langue, à l'économie et à la société. Malgré une unité apparente, les diversités internes et les particularismes sont très prégnants.
  - Elle bénéficie d'une notoriété à l'extérieur, liée à son image et à la visibilité de ses villes et notamment de Montpellier même si ces villes n'ont pas suffisamment développé leurs fonctions supérieures.
- Chacun s'accorde à penser que la région n'a pas effectué sa « mutation métropolitaine », surtout si on le compare aux trois régions voisines (Midi-Pyrénées, PACA, Rhône-Alpes), d'où le sentiment permanent d'être « pris en tenaille » et de ne pas tenir son rang dans la « concurrence des suds ».

Dans la mesure où la convergence de ces couples d'objectifs ne va pas de soi, il faut trouver le moyen de les concilier. Or c'est sur la manière de mettre en œuvre les moyens permettant cette conciliation qu'il y a débat : deux options stratégiques radicalement différentes existent à chaque fois. Cette mise en discussion des stratégies possibles a abouti à des compromis que proposent les participants au débat, ce qui a permis de situer le « curseur » des stratégies d'aménagement de la Région sur chacun des thèmes.

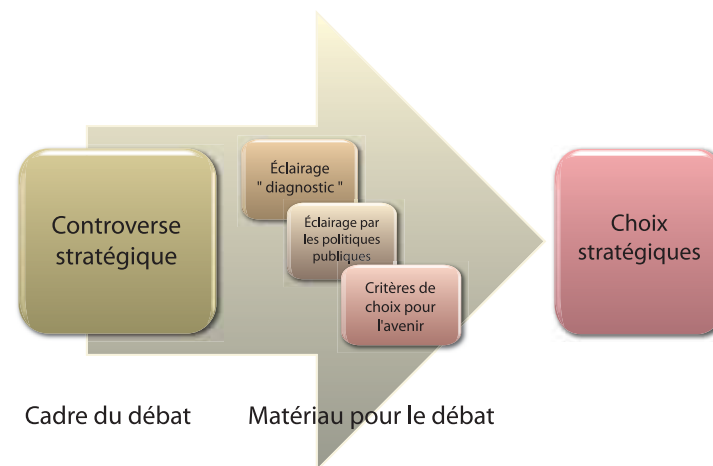
### Pour aller plus loin...

| Livret 3 SRADDT Controverses et Prospective

**Les choix stratégiques sont effectués à la lumière d'éléments de diagnostic, d'un état des lieux des politiques publiques actuelles, et d'éléments de prospective** explicitant les évolutions économiques, écologiques et sociologiques probables à l'horizon des 20 prochaines années.

Il est vraisemblable que la réponse se situe dans une combinaison des options stratégiques. Elles peuvent par exemple s'articuler dans le temps, ou intervenir de façon différenciée selon les territoires et les thématiques environnementales (par exemple protéger ici et cohabiter là).

L'objectif de la phase 1 est de préciser le type de combinaison, à la fois dans le temps et dans l'espace.



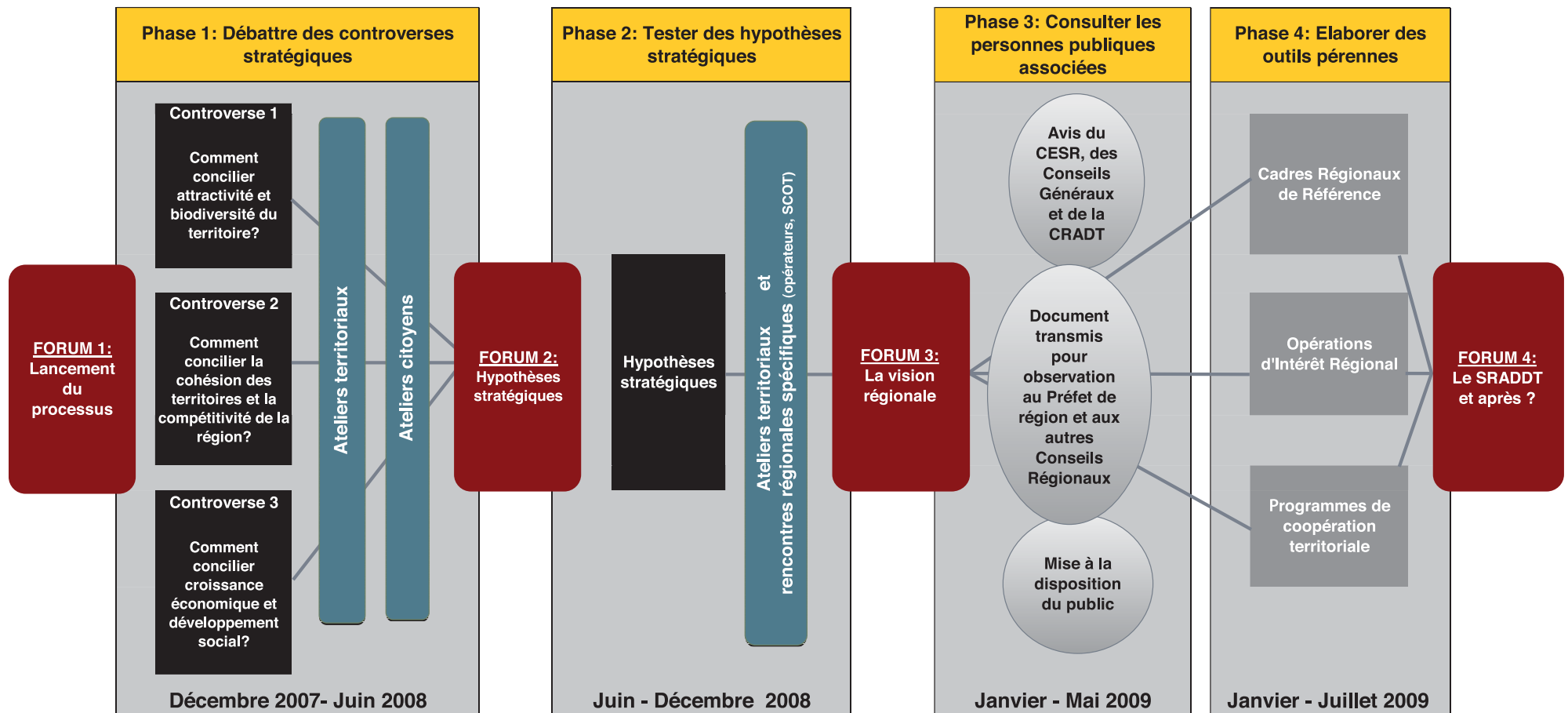
### Le développement durable, toile de fond du SRADDT

Les principes de développement durable sont les principes directeurs de l'élaboration du SRADDT. La prise en compte de ces enjeux environnementaux, économiques et sociaux dans le domaine de la prospective (changement climatique, biodiversité, énergie, évolutions sociales...) et pour la définition de la bonne combinaison des options stratégiques est un point clé de la démarche. Ces questions sont centrales et déterminantes à l'horizon 2030, elles ne constituent pas un volet spécifique de la démarche mais sont présentes en toile de fond de l'ensemble des réflexions menées dans le cadre du SRADDT.

Concernant la question environnementale, elle est trop souvent perçue comme une contrainte de l'aménagement du territoire et doit être partie prenante d'une réflexion globale, notamment dans sa contribution au potentiel de développement et d'attractivité de la région. C'est le parti pris de cette démarche.



# Une feuille de route itérative



La méthode d'élaboration choisie laisse une place importante et active aux acteurs du territoire, et se veut une méthode progressive afin de passer des controverses, aux hypothèses stratégiques puis à la vision régionale. Ainsi, la feuille de route du SRADDT se déroule sur 2 ans, alternant des périodes de coélaboration et des temps de synthèse. Chaque fin de phase est marquée par des forums. Elle suit donc les trois principes établis de la coélaboration : diversité des situations de co-production, mise à l'épreuve successive et en débat de la réflexion régionale.

Plus précisément, suite au lancement de la démarche, lors du forum du 10 décembre 2007, par le Président **Georges FRÊCHE** et le Vice-Président **Eric ANDRIEU**, l'élaboration du SRADDT se déroule jusqu'au printemps 2009 en 4 temps :

## Phase 1 : Débattre des controverses stratégiques

**Phase 1 - Mise en débat des enjeux d'aménagement** à partir de trois controverses, dans le cadre d'ateliers citoyens et d'ateliers territoriaux. Ces enjeux sont mis en perspective par des éléments de diagnostic et de prospective, apportés par des **experts**. Ces débats permettent à l'institution régionale d'élaborer des **hypothèses stratégiques**, qui sont présentées lors d'un **deuxième forum, en juin 2008**.

Propositions d'hypothèses stratégiques

## Phase 2 : Tester des hypothèses stratégiques

**Phase 2 - Test de la pertinence et de la faisabilité des hypothèses stratégiques**, avec les services de la Région, et avec les partenaires dans le cadre des ateliers territoriaux. Ces hypothèses testées, amendées et validées constitueront l'armature de la **vision régionale, présentée lors d'un troisième forum, en février 2009**. Cette vision régionale sera confrontée à celles d'autres territoires français et méditerranéens, lors de ce forum.

Elaboration de la vision régionale

## Phase 3 : Consulter les personnes publiques associées

**Phase 3 - Consultation des partenaires privilégiés** (CESR, Conseils Généraux, Conférence Régionale d'Aménagement et de Développement du Territoire, Préfet de Région, autres Conseils Régionaux) et **mise à la connaissance du plus grand nombre du projet** (mise à disposition du public). Cette phase permet d'adapter le projet si besoin avant son adoption finale au deuxième semestre 2009 et de préparer la mise en œuvre de son opérationnalité et de son suivi.

Adoption du SRADDT

## Phase 4 : Elaborer les outils pérennes du SRADDT

**Phase 4 - Mise au point des outils d'aménagement**, avec les services de la Région et les principaux partenaires (Etat, Conseils généraux, intercommunalités...), Ces outils qui conféreront au SRADDT son opérationnalité spécifique.

Après SRADDT

Un SRADDT concerté

## Un SRADDT concerté : cheminer ensemble vers les partis pris

Les choix effectués pour l'élaboration du SRADDT partent du constat que la Région ne peut travailler seule. Pour construire le chemin le plus pertinent et le plus efficace, **elle a besoin de la participation de tous ceux qui font, et qui feront, le Languedoc-Roussillon.**

Le SRADDT a d'ailleurs constitué l'occasion de construire une identité contemporaine, en créant notamment des modes de gouvernance nouveaux et en s'inscrivant dans la durée.

Au delà des obligations légales du décret n°2000-908 relatif au SRADT, la Région a donc fait le choix de la coélaboration, mettant en œuvre un processus de travail ouvert, permettant de mixer les publics et les territoires et de les mettre en situation de coproduction et de participation active.

Pour cela, **cinq choix méthodologiques** ont été effectués :

- > **Associer le plus grand nombre d'acteurs**, au-delà des obligations légales (collectivités locales, société civile, citoyens...).
- > **Privilégier la diversité des situations de rencontres et de coproduction**, de façon à engager des débats productifs avec le plus grand nombre d'acteurs possibles (Forums, Ateliers territoriaux, entretiens bilatéraux...).
- > **Alimenter en continu la réflexion avec des documents de travail**, afin de formaliser l'avancée de la réflexion et de rendre compte des étapes de la coélaboration (Dossier du participant, Actes des Ateliers territoriaux,...).
- > **Associer les citoyens à l'élaboration du SRADDT**, en recueillant directement leur avis sur les controverses stratégiques et en rendant publiques les différentes phases de l'élaboration du SRADDT (Ateliers citoyens, Avis des citoyens).
- > **S'appuyer sur des groupes d'experts dédiés**, pour pouvoir bénéficier d'avis indépendants et d'expertises tout au long de la démarche SRADDT (tables rondes, Comité d'experts).

### Pour aller plus loin...

| Annexe n° 1 Décret 2000-908 relatif au SRADDT

## Associer l'ensemble des acteurs de l'aménagement du territoire

La loi 83-8 du 7 janvier 1983, modifiée par la loi 99-533 du 29 juin 1999, prévoit que « les départements, les agglomérations, les Pays, les parcs naturels régionaux et les communes chefs-lieux de département ou d'arrondissement, les communes de plus de 20 000 habitants et les groupements de communes compétents en matière d'aménagement ou d'urbanisme, ainsi que les représentants des activités économiques et sociales, dont les organismes consulaires, soient associés à l'élaboration de ce schéma. »

**Au-delà de ces obligations légales, la Région a souhaité associer très largement l'ensemble des acteurs régionaux, soit l'ensemble des communes et environ 930 structures :**

6 Académies, 5 Aéroports, 6 Agences (ANAH, ARH, ADEME...), les Agences de l'Eau, les Agences d'Urbanisme, 162 Associations (Environnement, Santé, Social, Culture...), 6 Centres de Formation, 18 Comités (CDT...), les Communautés d'Agglomération, les Communautés de Communes, les Conseils Généraux, 6 Conseils (CESR, CAUE, CRJ...), 5 Conseils Régionaux (PACA, Midi Pyrénées...), 16 Etablissements d'Enseignement Supérieur (Sup Agro, IUT...), 48 Services de l'Etat (Préfectures, DRE...), 35 Etablissements Publics Nationaux (EDF, ONF, Groupe La Poste...), les Lycées, les Missions Locales, les OPHLM, 25 Organismes Consulaires (CCI, Chambres d'Agricultures...), 19 Organismes de Recherche (CIRAD, CNRS, CEMAGREF...), le Parc National des Cévennes, les Parcs Naturels Régionaux, les Pays, les Ports, 87 Syndicats Intercommunaux (SIVOM, SAGE, Syndicats Mixtes...), 22 Sociétés d'Aménagement (SEM, SAFER...), 88 Entreprises, 14 Syndicats Sociaux (CGT, FO, MEDEF...), 49 Fédérations (UNAPL, CAPEB...), les Universités (Montpellier, Nîmes, Perpignan).

La Région a recherché l'exhaustivité des acteurs du territoire afin de créer les conditions d'un véritable débat et de favoriser une réflexion transversale et globale.



Atelier territorial Capendu - 17 décembre 2007

## La diversité des dispositifs de coélaboration

### Des contributions écrites sollicitées

**En application du décret n°2000-908** relatif au schéma régional d'aménagement et de développement du territoire, **la Région a demandé communication des documents de planification et des projets d'investissement ayant une incidence sur l'aménagement et le développement de la région :**

- > au Préfet de région,
- > à l'exécutif des collectivités territoriales compétentes,
- > aux établissements et organismes publics.

La Région a également souhaité associer à cette démarche d'autres structures telles EDF, les Agences de l'Eau (Adour-Garonne, BRL), ASF, Voies Navigables de France, le CEA, l'Ifremer...

**Ces contributions ont été sollicitées par courrier à l'été 2006**, suite à la délibération du Conseil Régional du 26 avril 2006, lançant l'élaboration du SRADDT.

De nombreuses contributions ont été transmises, reprenant les projets des territoires ainsi que les grandes opérations des partenaires. Ces documents ont témoigné de la volonté des partenaires de s'associer à la démarche.

Cette consultation met en exergue certaines thématiques particulièrement prégnantes en Languedoc-Roussillon, pour lesquelles les acteurs du territoire sont en capacité de se mobiliser, et qui nécessitent une réflexion de niveau régional.

## Des formes de rencontres diverses avec les partenaires institutionnels

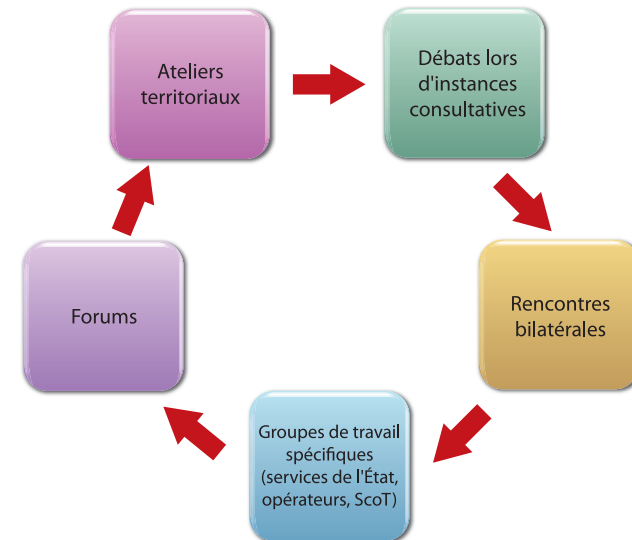
Il s'agit principalement de :

- > **L'économie et le logement, au cœur des préoccupations de l'ensemble des collectivités,**
- > **La question prégnante des transports,**
- > **La préoccupation environnementale, la prévention des risques et la gestion de la ressource en eau,**
- > **La couverture haut débit,**
- > **Les zones rurales, l'agriculture et la viticulture,**

Les contributions mettent également en évidence des attentes sur des projets structurants d'envergure régionale et supra-régionale : il s'agit majoritairement de la réalisation ou de l'amélioration d'infrastructures lourdes de transport, au premier rang desquelles les lignes ferroviaires à grande vitesse et le réseau autoroutier.

**Tout au long de la démarche, la Région a renouvelé cet appel à contribution.**

Certains partenaires ont avancé dans leur propre réflexion, ils ont ainsi pu transmettre leur contribution au cours des années 2007 et 2008.



### Les Forums

Les Forums ont regroupé l'ensemble des partenaires du SRADDT : élus, acteurs institutionnels et acteurs de la société civile.

Ils ont constitué le lien et le passage entre deux phases de l'élaboration ; ils ont permis à la fois de faire le point sur les participations précédentes, le cheminement de la réflexion, mais aussi de présenter les éléments du débat et d'annoncer la phase suivante.

### Trois forums ont été organisés :



Forum 10 décembre 2007

- > **Le 10 décembre 2007 à Montpellier - Lancement de la démarche avec la participation de plus de 200 acteurs régionaux.** Georges FRÊCHE, Président de la Région, accompagné d'Eric ANDRIEU, Vice-président délégué à l'Aménagement du Territoire et de Jean-Christophe BOURSIN, Secrétaire Général pour les Affaires Régionales a lancé la démarche d'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire.

Lors de cette réunion, les controverses, la méthodologie et les modes d'association des acteurs et des citoyens ont été présentés. L'accent a été mis sur la dimension prospective du projet et sur la nécessité d'aborder la réflexion à l'échelle méditerranéenne et européenne.

Des interviews de Bernard PECQUEUR, économiste spécialiste du Développement Local, Mondialisation et Développement territorial, Laurent DAVEZIES, économiste spécialiste Economie et Territoires, Jean-Pierre ORFEUIL, ingénieur statisticien spécialiste de la mobilité et des transports, et Michel MOUSEL, fondateur de l'association 4D, spécialiste du développement durable, sur les facteurs prospectifs globaux et les perspectives nationales des controverses, ont été présentées.

Une table ronde réunissant Éric ANDRIEU, Vice-Président délégué à l'Aménagement du Territoire, et un groupe d'experts Yves MORVAN (spécialiste des économies résidentielles et des économies productives), Laurent CORDONNIER (spécialiste du développement durable comme facteur de développement), Yves ENNESSER (spécialiste de la biodiversité et des politiques environnementales), Daniel BEHAR (spécialiste des modèles d'organisation de l'espace et de la mobilité des ménages), a permis d'initier le débat sur les trois controverses.

#### Pour aller plus loin...

Livret 1 SRADDT Une démarche de Coélaboration  
chapitre Appui des experts p. 34





Forum 3 juin 2008

**> Le 3 juin 2008 à Montpellier - Présentation des hypothèses stratégiques avec la participation de plus de 200 acteurs régionaux.**

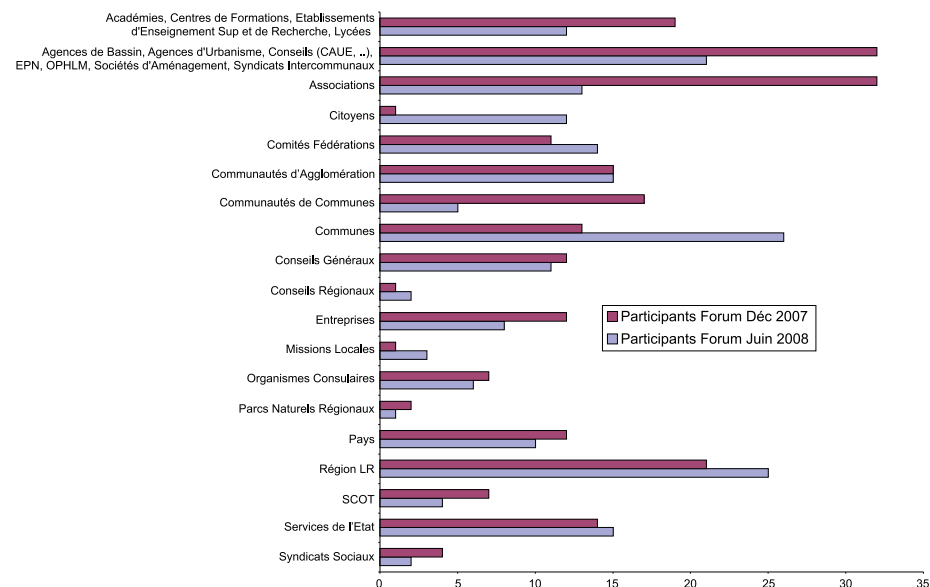
Eric ANDRIEU, Vice-président délégué à l'Aménagement du Territoire a lancé la deuxième phase d'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire.

Lors de cette réunion, les hypothèses stratégiques du SRADDT ont été présentées. Ces hypothèses s'appuient sur une première vision prospective des enjeux, débattue lors des Ateliers territoriaux de décembre 2007 et des Ateliers citoyens de mai 2008. Mais elles vont au-delà d'une synthèse de points de vue et manifestent une volonté de l'institution régionale de prendre parti sur l'aménagement durable du territoire régional.

Une table ronde réunissant Denis BERTRAND, Président du Pays des Gorges, des Causses et des Cévennes, Denis BOUAD, Vice-Président du Conseil Général du Gard, Président du Pays Uzège Pont du Gard et Président de l'office HLM du Gard, Marcel MATEU, Vice-Président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, en charge du patrimoine et de la catalanité, Jean-Pierre MOURE, 1er Vice-Président de l'Agglomération de Montpellier et José PERERA, Vice-Président de l'Aménagement de l'espace communautaire de l'Agglomération de la Narbonnaise, SYCOT, a été l'occasion de lancer le débat sur ces hypothèses stratégiques.

L'intervention de Gilles PIPIEN, expert en développement urbain durable à la Banque Mondiale, a permis ensuite de mettre en perspective à l'échelle méditerranéenne, le développement du Languedoc-Roussillon.

**Nombre de participants par structure au forum**





## Les Ateliers Territoriaux

Les Ateliers Territoriaux ont regroupé localement les élus, les acteurs institutionnels intervenant sur l'aménagement et le développement territorial (intercommunalités, Pays, SCOT, Parcs Naturels, SAGE...) ainsi que les acteurs de la société civile. Ils ont permis le plus grand brassage territorial possible.

Chaque atelier s'est déroulé sur une demi journée. Pour chaque atelier, après une présentation en plénière, des sous groupes ont été organisés afin de faciliter la prise de parole.

Deux séries d'ateliers ont été organisées :

- > Lors de la **première phase en décembre 2007**, les ateliers territoriaux ont été l'occasion de débattre des controverses stratégiques d'aménagement et ont regroupé 226 participants.

La règle du jeu était la suivante : **débattre des controverses régionales à partir du point de vue des territoires.**

Il s'agissait, pour la Région, de recueillir les réactions des acteurs locaux (institutions et société civile) sur deux registres :

- **Comment reçoivent-ils les termes de la controverse ?** Comment situent-ils les enjeux et les actions actuels par rapport aux termes de la controverse ?
- **Comment et où placent-ils le curseur entre les deux options stratégiques proposées ?** Quelles hypothèses stratégiques sont souhaitables pour le territoire régional, de leur point de vue local ? Quelle combinaison des deux options stratégiques en présence peut-on attendre (étant entendu qu'il ne s'agit pas de faire un choix entre l'une ou l'autre) ?

Après une présentation globale de la démarche d'élaboration du SRADDT en plénière, trois groupes de travail ont été constitués, selon les trois controverses :

- Comment concilier attractivité et préservation de la biodiversité ?
- Comment concilier croissance économique et développement social ?
- Comment concilier cohésion des territoires et compétitivité de la région ?

Chaque groupe de travail était animé par un membre du bureau d'études ACADIE, accompagné par un expert. Le rôle de ces experts était d'apporter des éléments de contexte et des éclairages prospectifs sur chaque controverse.



Ateliers - décembre 2007

- > Lors de la **seconde phase en juin 2008**, les ateliers territoriaux ont eu pour objet la discussion des hypothèses stratégiques de la Région et ont regroupé 401 participants.

La règle du jeu était la suivante : **débattre de la vision de l'aménagement régional à partir du point de vue des territoires.**

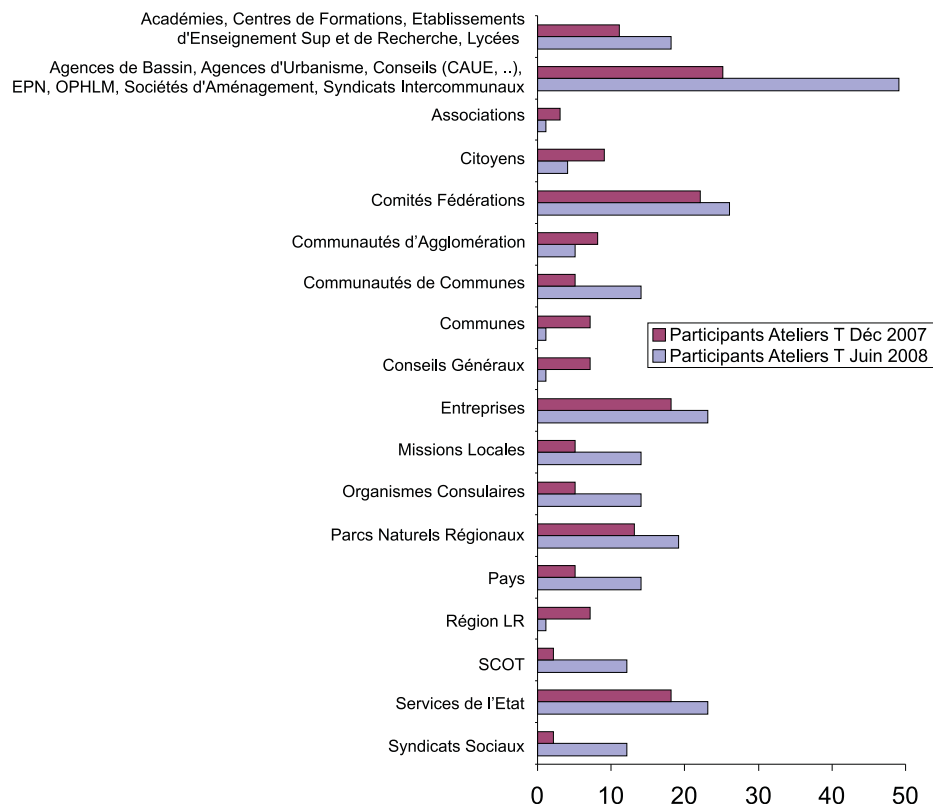
Il s'agissait, pour la Région, de recueillir les réactions des acteurs locaux (institutions et société civile) sur deux registres :

- **Comment se placent-ils dans la stratégie d'ouverture de la Région ?**  
Comment se reconnaissent-ils dans la différenciation territoriale proposée ? et Quels rôles spécifiques peuvent-ils jouer ?
- **Comment garantir les conditions d'un aménagement durable de l'espace régional ?** Quelles politiques publiques sont souhaitables pour le territoire régional, de leur point de vue local ? Quels partenariats, coopérations ou solidarités sont à mettre en place ?

Après une présentation globale de la démarche d'élaboration du SRADDT en plénière, les partenaires ont travaillé en sous-groupe sur les hypothèses stratégiques.



## Nombre de participants par structure au Ateliers Territoriaux



## Des groupes de travail spécifiques tout au long de la procédure

Afin d'approfondir certaines problématiques et enjeux, la Région a organisé des groupes de travail spécifiques avec quelques partenaires choisis.

Plusieurs réunions ont été organisées sur ce mode :

- > des rencontres avec les services de l'Etat en 2007 et en 2008 ont permis d'approfondir certaines problématiques.
- > le 22 septembre 2008, Rencontre avec les opérateurs de la région : responsables des infrastructures de mobilité, entreprises de réseau, responsables de grands équipements et institutions en charge de la gestion et de la protection des ressources naturelles et environnementales.
- > le 1<sup>er</sup> octobre 2008, Rencontre des Schémas de Cohérence Territoriale et des Agences d'Urbanisme et de Développement.

Ces rencontres ont permis de débattre sur les éléments de réflexion et d'amorcer un travail de partenariat pour les futurs produits du SRADDT.

## De nombreuses rencontres bilatérales

Plusieurs entretiens individuels ont été organisés tout au long de la démarche afin de recueillir avis et contributions sur l'avancement de la réflexion, en particulier avec les conseils généraux, les communautés d'agglomérations et certains opérateurs (SNCF, Cépralmar, Agence Régionale d'Hospitalisation, ...).

## Des débats lors d'instances consultatives

Au-delà de ses obligations légales et réglementaires, la Région a souhaité consulter un certain nombre d'instances tout au long de la démarche pour recueillir leur avis et leur expertise.

- > **Le Conseil Economique et Social Régional** a été régulièrement informé et associé au processus d'élaboration du SRADDT. Il a ainsi fait parvenir deux contributions écrites (en mars 2008 et en septembre 2008) et donnera un avis réglementaire sur le projet du SRADDT à la fin de la démarche.
- > **Le Conseil Régional des Jeunes** : Parce que la jeunesse constitue un enjeu essentiel pour la Région et notamment dans le cadre de ce type de document prospectif, une attention particulière a été apportée à ce public. Le Conseil Régional des Jeunes a été régulièrement informé de l'avancement du SRADDT. Il sera sollicité pour apporter un éclairage spécifique sur le projet du SRADDT à la fin de la démarche.
- > **Une Commission consultative paritaire SRADDT** : Elle regroupe des élus régionaux à parité entre le groupe majoritaire (17) et les groupes d'opposition. Elle a permis l'ouverture d'un débat sur les perspectives à venir et des échanges sur les orientations à mettre en œuvre.  
Cette commission fondée sur la parité des participants et sur l'échange, ne dispose pas de pouvoir décisionnel. Elle s'est réunie deux fois : le 7 décembre 2007 et le 18 novembre 2008.

L'élaboration du SRADDT a aussi été l'occasion de mobiliser l'ensemble des vices présidents au sein de la **Conférence de Délégation**, et pour les services internes de la Région de croiser et de mettre en commun leurs compétences au sein du **Comité stratégique**. En particulier, la constitution d'une « **Equipe Projet Elargie** », réunissant régulièrement des représentants de tous les services, a permis des échanges productifs favorisant une mise en perspective des politiques sectorielles de la Région.

## Demande d'avis - Janvier-Mars 2009 (3 mois)

En application du décret n°2000-908 relatif au schéma régional d'aménagement et de développement du territoire, la Région demandera :

- > Avis réglementaires des CG, du CESR, et de la Conférence Régionale d'Aménagement et de Développement du Territoire (CRADT) ;
- > Observations éventuelles de l'Etat et des Régions limitrophes ;
- > Expression du point de vue des partenaires SRADDT (Intercommunalités, communes, PNR, Société civile,...).

## Mise à disposition du public - Avril-Mai 2009 (2 mois)

Le projet SRADDT est mis à disposition du public pendant 2 mois au siège du CR, des CG et des mairies chefs-lieux de départements et d'arrondissements. Les avis réglementaires seront joints au document.

Les maisons de la Région seront les relais territoriaux de cette mise à disposition.

# Alimenter la réflexion

Afin de diffuser largement les travaux du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire, la Région s'est dotée de plusieurs documents permettant d'alimenter la réflexion et de rendre compte des étapes de la coélaboration. Parce qu'ils constituent un complément et permettent une plus grande lisibilité des différents moments du SRADDT, ces documents ont aussi contribué à rythmer la démarche d'élaboration.

Sur le site Internet de la Région ([www.laregion.fr](http://www.laregion.fr)), un accès réservé aux participants a été développé pour favoriser un travail privilégié. L'ensemble des documents y sont disponibles, ainsi qu'une rubrique bibliographie afin de prolonger la réflexion.

## Le Dossier du Participant, Décembre 2007

Ce document de travail, remis à chaque participant lors du premier Forum SRADDT du 10 décembre 2007, est une **base de discussion pour la première phase de l'élaboration**, durant laquelle ont été débattues les controverses stratégiques. Il comprend une présentation globale de la démarche d'élaboration du SRADDT, une introduction aux trois controverses stratégiques, des éléments de prospective nourrissant le débat sur quatre grands thèmes (démographie, mobilité, changement climatique et politiques publiques) et un glossaire.

## Les Actes des Ateliers territoriaux I, Décembre 2007

Ce document, envoyé à tous les partenaires du SRADDT, rend compte des débats qui se sont tenus lors de la première vague d'ateliers territoriaux, organisés les 14, 17, 18 et 19 décembre sur l'ensemble du territoire (Mende, Capendu, Argelès-sur-Mer et Vergèze).

Après un bref rappel de la démarche d'élaboration du SRADDT, il présente, controverse par controverse, les réactions et les contributions des partenaires durant chaque Atelier. L'ensemble de ces réflexions fait l'objet d'une synthèse, présentée à la fin du document aux côtés de la suite de la démarche.

## Les Avis des citoyens, Juin 2008

Les Avis citoyens sont une retranscription des avis formulés par les citoyens et lus par eux-mêmes lors de l'audition publique du 17 mai 2008. Ils font suite aux week-ends de formation et d'échange des 28-29 mars et 4-5 avril organisés par la Région, durant lesquels 60 habitants du Languedoc-Roussillon ont été invités à débattre des controverses stratégiques.

Le document présente donc les avis rédigés de façon libre par les trois groupes de travail, correspondant chacun à une controverse, ainsi que les remarques des citoyens sur la démarche et sur le déroulement des ateliers.

Ce document a été remis à chaque participant lors du Forum SRADDT du 3 juin 2008.

## Les Hypothèses Stratégiques, Juin 2008

Ce document, remis à chaque participant lors du Forum SRADDT du 3 juin 2008, présente l'avancée des réflexions depuis les controverses et propose une nouvelle vision de l'aménagement du territoire régional. Il a servi de **base de discussion pour la deuxième phase de concertation**.

## Les Actes des Ateliers territoriaux II, Juin 2008

Suivant le même modèle que les Actes des Ateliers territoriaux I, ce document rend compte des débats de la deuxième vague d'ateliers territoriaux, organisés les 6, 9, 12, 17 et 18 juin 2008 à Mende, Lodève, Alès, Narbonne et Ille sur Têt.

Après un bref rappel de la démarche d'élaboration du SRADDT, il présente, atelier par atelier les réactions et les contributions des partenaires autour de chaque hypothèse stratégique. L'ensemble de ces réflexions fait l'objet d'une synthèse, présentée à la fin du document aux côtés de la suite de la démarche.

Ce document a été envoyé à tous les partenaires du SRADDT.

# Une consultation ciblée des citoyens

Les citoyens sont les premiers acteurs et bénéficiaires du territoire. C'est pourquoi la Région a souhaité les associer pleinement à la démarche du SRADDT. Pour cela, la Région a été accompagnée par la société Mission Publique dans cette initiative.

L'association des citoyens à des démarches d'aménagement du territoire est souvent délicate et décevante. Le SRADDT est un sujet global et transversal à de nombreuses problématiques, sur une échelle de territoire peu appropriée par les citoyens. Il nécessite de plus une réflexion prospective à 2030, pouvant paraître éloigner des problèmes quotidiens.

Afin de dépasser ces difficultés, la Région a associé la population sous des principes novateurs .

- > **en amont de la définition du projet.** Les citoyens ont été associés sur les controverses et pas uniquement sur un projet finalisé, comme cela est le cas habituellement (enquête publique,...)
- > **dans un processus pédagogique et productif.** Il s'agit d'impliquer les citoyens à la démarche et que celle-ci leur soit profitable.

Pour impliquer de façon effective les habitants de la région, **le choix « d'Ateliers citoyens » a été retenu.** Cette démarche s'inspire du processus des conférences citoyennes, introduites pour la première fois en France en 1998. Elles sont issues des pratiques successives du jury Citoyen, aux Etats-Unis dans les années 1970, de la technique des « Planungszelle » en Allemagne, puis, au milieu des années 1980, des conférences de consensus au Danemark.

En France, suivant le même modèle, des « conférences citoyennes » ont été organisées lors de l'élaboration du SDRIF (Schéma Directeur de la région Ile-de-France) et lors du débat VRAL (Vallée du Rhône Arc Languedocien).

Elle a permis à trois groupes de 20 citoyens, représentant la diversité de la société languedocienne et roussillonnaise, de **bénéficier durant deux week-ends d'une information équilibrée** sur les thématiques mises en discussion, puis de **débattre publiquement** de ces questions lors d'un troisième week-end, afin de pouvoir **formuler et diffuser un avis partagé** sur les controverses.



Réunion  
de formation



Lecture publique  
de l'avis

## WEEK-ENDS DE FORMATION ET D'ECHANGES

1 <sup>er</sup> Week-end	Vendredi 28 mars et samedi 29 mars 2008
2 <sup>ème</sup> Week-end	Vendredi 4 avril et samedi 5 avril 2008

## AUDITION PUBLIQUE

Samedi 17 Mai 2008 (9h - 16h)

## LECTURE PUBLIQUE DE L'AVIS

Dimanche 18 Mai 2008 (10h30 - 12h30)



## La sélection des panélistes

**Les Ateliers citoyens** ont permis de confronter un panel de citoyens aux trois controverses. Ce panel a été constitué par l'institut de sondage IPSOS selon des critères définis par les services du Conseil Régional, permettant de refléter la diversité des habitants du Languedoc-Roussillon (sociale, territoriale, générationnelle). Ainsi, la Région a fait le choix de bien représenter la catégorie « jeunes », tout comme les personnes en situation précaire ainsi que les professions indépendantes. D'un point de vue géographique, le choix a été fait de surpondérer les zones hors Hérault et Gard et d'assurer la présence de « néo-résidents », habitant la région depuis moins de 10 ans.

Trois groupes de 20 citoyens (un groupe pour chaque controverse) ont été constitués par IPSOS de manière à **refléter la diversité de la région**. Des caractéristiques démographiques ont été prises en compte (âge, genre) mais aussi des caractéristiques sociologiques (catégorie socioprofessionnelle, néo-résidents, résidents plus anciens) et **géographiques** (représentation de la diversité des territoires régionaux). Aucun panéliste n'a de responsabilité politique ou associative significative.

Pour chaque controverse, un panel de 20 citoyens a été constitué. Cet effectif ne peut pas, bien entendu, être représentatif statistiquement de la population du Languedoc-Roussillon, mais les citoyens ont été sélectionnés de manière à assurer une diversité des profils des Languedociens et Roussillonnais.

Le recrutement a d'abord été effectué par contact téléphonique ou petite annonce publiée dans les journaux locaux. Les personnes intéressées par la participation à des « ateliers de réflexion autour de 3 thématiques déterminantes pour l'avenir de la Région » étaient invitées à se manifester auprès d'IPSOS. Suite à cette première approche, des entretiens plus personnalisés ont permis de cerner la motivation de chaque panéliste potentiel.

Pour chaque atelier, le tableau suivant retrace la composition effective des panels.

	Atelier 1	Atelier 2	Atelier 3
Hommes	8	10	9
Femmes	11	9	11
18 - 25 ans	3	5	3
26 - 44 ans	7	8	6
45 - 60 ans	4	5	5
+ de 60 ans	5	1	6
Hérault	8	10	6
Lozère	1	1	3
Aude	3	1	3
Pyrénées-Orientales	4	4	4
Gard	3	2	4
Urbain	11	9	6
Péri urbain	3	3	2
Rural	3	5	7
Littoral	2	2	5
Résident depuis - 10 ans	11	7	7
Résident depuis + 10 ans	8	12	13

## Le déroulement des Ateliers citoyens

Au cours de trois week-ends, les citoyens sélectionnés ont reçu des éléments d'information sur les points de diagnostic et sur des questions prospectives concernant le territoire du Languedoc-Roussillon. Une audition publique a ensuite été organisée avec les élus régionaux. A l'issue de ce processus, chaque atelier citoyen devait établir un avis à l'attention de la Région.

### **Deux sessions de formations et d'informations les 28/29 mars et les 4/5 avril 2008**

Durant deux sessions de deux jours, les 28 et 29 mars et les 4 et 5 avril, la Région a réuni un groupe de 60 personnes pour des journées de formation et d'échanges. Ces sessions, animées par un bureau d'études spécialisé, ont permis aux citoyens de se forger une vision enrichie de l'aménagement du territoire et des problématiques posées.

Points forts de ces deux week-ends : l'information, une formation de chacun, la liberté de pensée et de parole, et une grande convivialité, renforcée par des réunions plénières et des repas pris tous ensemble, pour que tous les panélistes apprennent à se connaître. Les interventions d'acteurs de terrain, de professionnels et d'élus n'ont pas vocation à faire des citoyens participants des experts, mais bien des citoyens informés, pour mieux appréhender les enjeux sous-jacents de la controverse et se forger leur propre vision de l'aménagement du territoire.

Les deux premières séances ont donc été consacrées à la rencontre d'acteurs de terrain, de professionnels, d'élus... Il ne leur a pas été demandé de rester « neutres » ; au contraire, il était important qu'ils expriment des points de vue affirmés et qu'ils argumentent. Le programme a veillé à ce que des points de vue diversifiés soient présentés.

Pour chaque séance, l'invité est intervenu pendant une vingtaine de minutes, puis les citoyens ont formé des petits groupes, pour formuler des questions ou des remarques. Ce système permet ainsi à chacun de s'exprimer. Une fois les questions collectivement formulées, l'intervenant y a répondu et un échange a pu alors s'établir.

### **Audition publique, le 17 mai 2008**

Dernier temps fort de ces ateliers citoyens, l'audition publique a permis d'approfondir les sujets traités lors des sessions de formation et d'échanges, d'élargir le débat avec la présence d'un public plus large et de préparer l'avis final rendu par les citoyens. L'audition publique reposait sur les propositions des citoyens qui se sont emparés du contenu et des modalités du débat. Ils ont formulé des questions qui restaient en suspens et ont identifié les profils d'intervenants qu'ils souhaitaient auditionner.

Chaque controverse a donné lieu à un débat spécifique, lui-même découpé en séquences, en fonction des thèmes retenus par les citoyens. Pour chaque thème, les groupes ont préparé des questions qui ont été transmises aux intervenants, de façon à ce que l'échange puisse aller le plus loin possible (le but n'étant pas de « piéger » les intervenants).

De même, les intervenants ont été sensibilisés aux caractéristiques spécifiques de ce type de débat, afin d'y adapter leur parole (temps de parole, vocabulaire). Par ailleurs, une journaliste professionnelle a animé les débats, en garantissant l'équilibre des temps de parole, et le respect de chacun.



## Avis des Citoyens, le 18 mai 2008



Lecture publique de l'Avis - 18 mai 2008

Dans la foulée immédiate des débats, le 17 mai au soir, les citoyens se sont retrouvés à nouveau en atelier. Il leur a fallu répondre à la question qu'on leur avait posée plusieurs semaines auparavant. Ils ont échangé leurs points de vue et cerné leurs points d'accord et de désaccord. Ce qui compte en effet dans ce type de démarche, ce n'est pas d'obtenir un consensus à tout prix, mais de produire un avis qui soit le reflet des travaux et des réflexions collectives.

Cet avis, rédigé le jour même, est fondé sur l'accord et non le consensus, pour permettre à la Région de « placer le curseur » entre les grandes options stratégiques.

Le lendemain, dimanche 18 mai, les citoyens ont fait une lecture publique de cet avis et ont reçu « à chaud » les premières réactions de la Région.

Cet avis a alimenté les réflexions de la Région sur les orientations à prendre. L'avis n'a pas vocation à se substituer aux autres modes de décision. Mais il fait partie des « pièces à conviction » dont a disposé la Région pour rédiger le SRADDT. Il a autant de poids que les autres avis (Comité d'experts, Ateliers territoriaux).

La Région a rendu compte le 3 juin 2008, lors d'un Forum au Corum de Montpellier, des premières hypothèses stratégiques, élaborées à partir des différents avis rendus par les élus, experts, techniciens et citoyens, au fil des ateliers.

### Pour aller plus loin...

Annexe n°2: Avis des Ateliers citoyens

# L'appui des experts : être guidé tout au long de la démarche SRADDT

## Mises en perspectives lors des Forums

Lors des différents Forums, des experts ont été conviés afin de mettre en perspectives les termes de la réflexion SRADDT.

Lors du Forum du 10 décembre 2007, deux apports d'experts ont éclairé les controverses :

- > Des interviews filmées sur les facteurs prospectifs globaux et les perspectives nationales des controverses, avec :
  - Bernard PECQUEUR, économiste spécialiste du Développement Local, de la Mondialisation et du Développement territorial,
  - Laurent DAVEZIES, économiste spécialiste Economie et Territoires,
  - Jean-Pierre ORFEUIL, ingénieur statisticien spécialiste de la mobilité et des transports,
  - Michel MOUSEL, fondateur de l'association 4D, spécialiste du développement durable.
- > Une table ronde sur les enjeux des controverses en Languedoc-Roussillon avec :
  - Yves MORVAN, spécialiste des économies résidentielles / économies productives,
  - Laurent CORDONNIER, spécialiste du développement durable comme facteur de développement,
  - Yves ENNESSER, spécialiste de la biodiversité et des politiques environnementales,
  - Daniel BEHAR, spécialiste des modèles d'organisation de l'espace et mobilité des ménages.

Lors du Forum du 3 juin 2008, Gilles PIPIEN, expert en développement urbain durable à la Banque Mondiale est intervenu sur les enjeux Nord-Sud et sur la nécessité d'une ouverture méditerranéenne du Languedoc-Roussillon.



Table ronde lors du Forum du 10 décembre 2007

## Animations des Ateliers territoriaux

Lors de la première série d'ateliers territoriaux, en décembre 2007, chaque groupe de travail était animé par un membre du bureau d'études ACADIE et par un expert. Le rôle de ces experts était d'apporter des éléments de contexte et des éclairages prospectifs sur chaque controverse.

Plusieurs experts sont intervenus :

- > **Guillaume FABUREL**, Maître de Conférences à l'Institut d'Urbanisme de Paris et chercheur au Centre de Recherche sur l'Espace, les Transports, l'Environnement et les Institutions Locales (CRETEIL - Université Paris XII),
- > **Laurent CORDONNIER**, Maître de Conférence à l'Université Lille 1 spécialiste du développement durable comme facteur de développement.

- > **Yves ENNESSER**, Directeur de projet Environnement et Développement Durable à EGIS EAU.
- > **Laurent DAVEZIES**, Professeur à l'Institut d'Urbanisme de Paris et Professeur à Sciences Po Paris, expert indépendant, spécialiste des questions de développement local.
- > **Martin VANIER**, Géographe, Professeur en géographie et aménagement à l'Institut de géographie Alpine de Grenoble, et consultant en Aménagement et Développement Territorial

## Interventions lors des Ateliers citoyens

Suivant le même principe, les interventions d'une vingtaine de spécialistes – des experts, mais aussi des élus et professionnels de l'aménagement – lors des week-ends de formation et d'échange des ateliers citoyens ont permis aux panélistes de recevoir une information complète sur le sujet.

Cette confrontation avec l'ensemble des spécialistes et des « porteurs d'intérêt » de la question a permis aux citoyens de se former une vision enrichie de l'aménagement du territoire en Languedoc-Roussillon, et a ensuite abouti, après l'audition publique du 17 mai 2008, à la formulation d'un « avis éclairé » sur les controverses.

Plusieurs experts sont intervenus : DEDIEU Olivier (EPISTEME), LE BRAS Hervé (EHESS) , BLANC Nathalie (Maître de Conférence-Université Montpellier III), BARBIER Carine (IDDRI), ALPHON-LAYRE Alain (CGT), PICON Jean (Agence d'Urbanisme de Marseille), LEVEQUE Guy (Supagro Florac), LAFONT Thierry (ADEME) , JOURDAIN Dominique (Ancien président des éco-maires), PAINTRAND Jean-François (Ancien secrétaire du pôle universitaire européen), CONTASSOT Philippe (Association régionale d'amélioration des conditions de travail), TESSON Frédéric (Université de Pau), CLOAREC Pierre(DGS-mairie de Grissan)...

## Création d'un Comité d'experts SRADDT

Un Comité d'experts SRADDT a été créé et a regroupé une vingtaine d'experts nationaux et régionaux sur l'ensemble des thématiques de l'aménagement du territoire.

La Région a souhaité bénéficier d'une vision extérieure pour plusieurs raisons :

- > Pour élaborer un SRADDT innovant et pertinent ; sortir des sentiers battus en réinterrogeant les visions traditionnelles,
- > Pour bénéficier de leurs savoirs reconnus, de leurs expériences et de leurs hauteurs de vue,
- > Pour une indépendance des points de vue,

La Région a privilégié un mode de travail collectif et pérenne au SRADDT, afin d'assurer une qualité d'échanges pluridisciplinaires et de créer une maïeutique collective.

La Région a recherché une diversité dans les domaines de compétences des experts afin d'assurer une transversalité des débats : risques naturels, agriculture, patrimoine, économie, transports, jeunesse, formation ....

Ainsi, tout au long de la démarche SRADDT, depuis les études préalables et le choix du prestataire pour l'élaboration du document jusqu'aux produits de sortie, le Comité d'experts a eu l'occasion de formuler des avis critiques indépendants, sous forme de contributions écrites ou de réunions ouvrant au débat. Celui-ci s'est ainsi réunie à six reprises de février 2007 à juin 2008.

Ces interventions ont permis de remettre sans cesse en perspective les options choisies, et de les enrichir au fur et à mesure de l'élaboration du SRADDT.

### Pour aller plus loin...

| Annexe n°3 : Composition du Comité d'experts



Un SRADDT efficace

## Un SRADDT efficace : Faire vivre le SRADDT au-delà de la période d'élaboration

La question de l'utilité du SRADDT se pose à toutes les Régions. Celles-ci tendent à choisir entre deux options :

- > L'affichage, à travers le SRADDT d'une charte de valeurs, devant être respectées par l'ensemble des parties concernées.
- > La récapitulation, à travers le SRADDT des compétences sectorielles de la Région, de façon à bien articuler le SRADDT avec les politiques thématiques régionales.

Dans les deux options, il demeure deux difficultés : d'une part, la charte de valeurs demeure plutôt vague et son caractère général en rend l'opérationnalité douteuse ; d'autre part, le rabattement du SRADDT sur les compétences sectorielles de la Région ne confère pas à celui-ci de valeur ajoutée particulière.

**Toute la question est donc celle de l'opérationnalité spécifique d'un document comme le SRADDT qui n'a pas de valeur normative ou prescriptive, qui n'est pas un schéma sectoriel, pas plus qu'il n'est le support d'un contrat.**

Deux dimensions doivent être prises en compte s'agissant de l'opérationnalité du SRADDT en Languedoc-Roussillon :

- > D'une part, il s'agit d'une Région « neuve » au sens où l'institution régionale n'est que récemment apparue comme un acteur du développement territorial.
- > D'autre part, les politiques régionales ont surtout, jusqu'à présent, accompagné la croissance démographique. Elles s'interrogent aujourd'hui sur une inflexion plus qualitative et sont en attente d'un référentiel commun.

Compte tenu cependant des « coups partis » et notamment du fait que le SRADDT s'élabore après ou en même temps que d'autres schémas sectoriels, il ne peut être question d'en faire, de manière un peu trop volontariste, le « schéma des schémas ».

Le Pacte Régional regroupant les schémas reflètent la logique des politiques sectorielles actuelles, et le SRADDT permet de les inscrire dans des perspectives à long terme. Au-delà de cette caractéristique, la Région a souhaité que le SRADDT définisse des produits spécifiques qui permettent aux directions sectorielles de faire converger leurs forces et de conférer ainsi à la Région une puissance de feu supplémentaire.

Le problème des SRADDT est leur nature juridique, ni prescriptive, ni opposable, qui renvoie à la non tutelle de la Région sur les autres collectivités. Le SRADDT du Languedoc-Roussillon doit aboutir à conférer à la Région, et à ses partenaires, une **capacité d'action supplémentaire, une valeur ajoutée propre par rapport aux politiques sectorielles juxtaposées.**

Le SRADDT apporte donc une vision régionale des partis pris de politique publique pour assurer un développement durable au Languedoc-Roussillon. Mais il apporte aussi un ensemble d'actions spécifiques. Celles-ci sont bornées par :

- > Les politiques sectorielles de la Région qui ont leur logique propre ;
- > Les politiques territoriales des autres acteurs.

Ainsi, au-delà de la vision régionale, le SRADDT doit permettre de construire des **convergences de politiques sectorielles « en aval » des schémas et des accords stratégiques entre la Région et les porteurs de politique territoriale.**

Au-delà de l'élaboration d'une charte d'aménagement, produit réglementaire du SRADDT, il est proposé **des produits de sortie spécifiques** pour ancrer le SRADDT dans l'opérationnalité et créer des passerelles avec les politiques sectorielles existantes ou en cours.

La Région Languedoc-Roussillon a donc fait le pari d'un SRADDT vivant, capable de conférer à la Région et à ses partenaires une capacité d'action supplémentaire. Il s'est agi de « nourrir » le rôle de chef de file de la Région sur ses trois fonctions politiques : maître d'ouvrage, productrice de cadre de référence, et fédératrice d'initiatives et d'acteurs.

Les **3 outils de pérennisation du SRADDT** correspondent aux trois fonctions de la Région :

- > **Les opérations d'intérêt régional (OIR)**, où sur un territoire présentant des enjeux importants, de niveau régional, la Région proposera d'assurer un rôle d'« ensemblier », en particulier de maître d'ouvrage. Elle mobilisera ses propres politiques sectorielles et coordonnera l'intervention de ses partenaires territoriaux.
- > **Les cadres régionaux de référence (CRR)**, où la Région proposera, pour ses politiques et à ses partenaires, des orientations et des principes d'aménagement. Ces directives lui permettront d'assurer son rôle de productrice de cadre de référence.
- > **Les conventions de coopérations**, où la Région sera « chef de file » pour négocier des accords et des partenariats vis-à-vis du dehors, avec d'autres Régions, ou des Etats, à l'échelle nationale, européenne ou méditerranéenne. Vis-à-vis du dedans, elle impulsera le développement de coopérations multilatérales entre les territoires. Les programmes de coopération lui permettront d'assurer son rôle de coordinatrice de réseaux de coopération.

L'acheminement vers ces trois produits, qui s'est fait de manière concertée et collective, constitue la phase finale du processus de coélaboration et ouvre celle de l'après SRADDT.

**Pour aller plus loin...**

| Livret 4 SRADDT la Vision Régionale





Les apports de la démarche

# Les apports de la démarche

## Sur le contenu

Les nombreuses réunions de coélaboration avec les citoyens, les partenaires institutionnels et les experts ont permis d'enrichir la réflexion du SRADDT, dans un processus itératif permanent.

Selon les différentes phases de la réflexion, quelques apports sont présentés ici :

### Passer des controverses aux hypothèses stratégiques

Poser les principales questions d'aménagement régional sous forme de controverses a permis de favoriser la mise en débat de ces questions, de discuter des enjeux à l'échelle régionale et non territoire par territoire ainsi que d'envisager dès le départ des stratégies d'action publique (curseur entre les deux options stratégiques des controverses).

Cette partie présente de manière synthétique et donc nécessairement partielle les principaux apports des différents dispositifs de septembre 2007 à mai 2008 ; des Ateliers territoriaux de décembre 2007, des Ateliers citoyens du printemps 2008, des Comités d'experts, des contributions reçues durant cette période et des rencontres bilatérales réalisées.

### > Comment concilier attractivité et préservation de la biodiversité ?

- **L'interdépendance nature/société.** Il est apparu important de ne pas considérer les deux termes de la controverse comme étant en opposition : l'équilibre entre « attractivité » et « biodiversité » entraîne nécessairement des modalités de gestion impliquant une intervention humaine sur la nature. La protection de la « nature ordinaire » a été mise en avant.
- **Différencier les espaces.** Dans les zones plus rurales, la question du maintien ou du développement d'activités économiques « productrices de biodiversité » a été souvent mise en avant alors qu'une logique de préservation d'espaces par le biais du zonage et de la segmentation a été préconisée ou souhaitée dans les zones urbaines.

- **Des solutions techniques avancées pour une meilleure cohabitation.** Nécessité d'économiser l'espace : opérations de renouvellement urbain, densification des secteurs déjà urbanisés, développement de nouvelles formes urbaines alliant compacité et qualité de vie, mixité des fonctions, réversibilité des usages...

Evolution souhaitée des outils de planification urbaine pour mieux prendre en compte la préservation de la biodiversité. Nécessité de s'inscrire dans un développement durable : maîtrise des consommations énergétiques et production accrue d'énergies renouvelables, meilleure protection de la ressource en eau, réduction de la production des déchets, développement des transports collectifs en lien avec le développement urbain...

- **Faire émerger une « éco-citoyenneté ».** Nécessité d'impliquer le citoyen dans la gestion des équilibres. Les responsables publics ne pourront atteindre leurs objectifs que si les citoyens se responsabilisent et adaptent leurs comportements individuels aux objectifs collectifs. L'information et la formation sont alors deux vecteurs à privilégier.

### > Comment concilier croissance économique et développement social ?

- **Des territoires sous influence.** Le modèle de développement actuel du Languedoc-Roussillon se caractérise d'abord par le sentiment partagé de se trouver « sous influence », sans toujours pouvoir en tirer parti puis par le moteur démographique, source de richesses mais mal maîtrisé, il constitue la principale menace du territoire.
- **Penser un modèle de développement spécifique.** D'une manière générale, il est fait état d'un risque global de banalisation du modèle de développement, qui entraînerait deux tendances simultanées :
  - Une tendance à la divergence des trajectoires de développement entre les territoires « bénéficiaires » du modèle résidentiel et ceux qui demeurent à l'écart du moteur démographique.
  - Une tendance à l'érosion de l'attractivité d'un territoire saturé et perdant graduellement en qualité.

Pour les acteurs, le moteur résidentiel, dans sa forme actuelle est doublement dangereux : il accroît les disparités et risque d'asphyxier la région. Ils mettent en avant l'importance de spécifier des modèles de développement régionaux (alliant économie productive et résidentielle) et d'assurer des régulations de l'économie résidentielle pour moins de précarité et des flux démographiques pour une meilleure répartition. Les opportunités de l'« économie verte » (éco-construction, fabrication maintenance dans le secteur des énergies renouvelables...) sont soulignées pour la région.

- **Rechercher plus de réciprocité entre les composantes territoriales.** La question de la solidarité territoriale s'est posée en terme de circuits économiques à l'échelle régionale, et notamment savoir comment le développement agricole et résidentiel des arrière-pays peut s'appuyer sur les ressources (formation, recherche, technologie) et les marchés du littoral et des villes de la région. Le développement du Haut Débit est apparu un vecteur important de solidarité économique.

#### > Comment concilier cohésion des territoires et compétitivité de la région ?

- **Renouveler le rapport urbain / rural.** La nécessité d'avoir une métropole forte a régulièrement été pointée, assurant un rôle de locomotive, un facteur d'attractivité régional et une lisibilité à l'extérieur. Elle doit continuer à s'affirmer dans certains domaines d'excellence. Le rural, quant à lui, apparaît comme un espace « renouvelé », pour lui-même, et dans son rapport à l'urbain. Deux notions ont été mises en avant : l'émergence d'« une nouvelle ruralité », capable de tirer parti des richesses de l'urbain, tout en constituant un espace de ressources pour celui-ci, et le terme « d'avant-pays », afin de valoriser en « atout » ces territoires qui sont souvent considérés comme des « vides ».
- **La controverse revisitée à l'aune des ouvertures interrégionales.** La région est avant tout caractérisée par ses « tiraillements » vers l'extérieur, et son manque d'identité propre. La question s'est donc posée sur la manière de tirer profit de cette position d'interface entre Montpellier et des territoires voisins à forte identité, riches et dynamiques.

Cela a permis une reformulation de la controverse : par un changement d'échelle du régional à l'interrégional.

- **Les conditions d'un développement régional qui s'appuie sur le réseau de villes.** La chance du Languedoc-Roussillon est de pouvoir s'appuyer sur un réseau de villes existant. Mais des conditions apparaissent nécessaires pour optimiser ce réseau et maîtriser le développement futur dans un contexte de forte croissance démographique : développement des transports, maîtrise du foncier, politique du logement et développement des coopérations intra et inter régionales.

#### > Passer des hypothèses stratégiques à la vision régionale

Les ateliers territoriaux de juin 2008, les contributions écrites reçues et les rencontres bilatérales réalisées ont mis en lumière un accord d'ensemble sur la lecture des enjeux d'aménagement de la région à 20 ans ; ils ont fait apparaître deux points qui demandent à être approfondis ; et ils ont posé le problème plus global des « scénarios alternatifs » susceptibles de nuancer le parti pris principal qui fonde les hypothèses stratégiques.

#### > Un accord d'ensemble sur la lecture des enjeux du Languedoc-Roussillon

- **Le pari de l'accueil :** un avenir partagé inéluctable mais surtout souhaitable, pour des questions économiques et pour « alimenter » la croissance de certains territoires dont les « avant-pays ».
- **Le pari de l'ouverture :** la lecture proposée qui montre comment chaque type de territoire peut, à son échelle et avec ses moyens, participer de l'ouverture régionale (les « têtes de pont », la « métropole en réseau » et le quadrilatère) est globalement acceptée par les participants mais en attente d'un contenu plus précis.

- **Le pari de la mobilité** : Ce pari est plus controversé, entre mobilité subie, imposée et mobilité individuelle permettant plus de liberté et d'opportunité de choix de vie. La configuration géographique de la région permet une organisation des transports collectifs efficace sur le mode linéaire entre les principales villes moyennes et l'espace métropolitain, mais elle induit aussi la plus forte pression de l'habitat et de la mobilité sur les espaces les plus fragiles (à proximité du littoral).

### > Les modèles territoriaux

Sur l'affichage d'une volonté de jouer des modèles territoriaux différenciés : la métropole en réseau, les têtes de pont, le quadrilatère et les avant-pays, dans l'ensemble, les participants se reconnaissent dans la typologie mais certains modèles sont plus controversés que d'autres.

- **La métropole en réseau** : une réponse « jouable », afin de disposer d'un espace métropolitain « polycentrique » qui concentre, entre Sète et Alès, les principales fonctions de rayonnement et d'ouverture : fonctions physiques (liaisons maritimes et fluviales, fonction aéroportuaire principale, liaison ferrée à grande vitesse) et fonctions immatérielles (enseignement supérieur, recherche, culture et principales relations extérieures) en dotant les différentes villes de fonctions complémentaires.
- **Les « têtes de ponts »** : elles matérialisent l'imbrication étroite et croissante des espaces aux franges de la région, fondant l'émergence de « bassins de vie » transrégionaux, pouvant s'appuyer sur une politique des déplacements audacieuse, assurant des liaisons transrégionales efficaces. La question de la vocation de ces espaces « têtes de ponts » et les alliances à privilégier reste posée.
- **Le quadrilatère** : Si chacun s'accorde qu'il y a la matière à un grand projet régional, du fait de la situation de « carrefour » exceptionnelle de cet espace, la discussion porte sur la vocation de ce quadrilatère, qui ne peut se limiter à un développement résidentiel et sur les liens à privilégier.
- **Les avant-pays** : Chacun s'accorde sur l'intérêt vital pour la région de maintenir une diversité des modèles de développement mais la notion globale de « nouvelle ruralité » est à préciser. D'une part, les avant-pays présentent une grande diversité de situation demandant des approches différenciées. D'autre part, cette notion oscille entre la volonté de maintenir les activités historiques de l'espace rural et celle de concevoir une nouvelle ruralité fondée sur des activités diversifiées et supposant l'accueil de nouvelles populations.

### > Des points à approfondir

Deux thématiques restent à compléter au vu des débats sur les hypothèses stratégiques :

- **La dimension maritime et littorale de la région Languedoc-Roussillon**
- **La gouvernance de l'aménagement du territoire**

### > Expliciter les autres alternatives

Les participants des ateliers ont souhaité que les scénarios alternatifs possibles, ou plausibles, soient exposés afin de mieux cerner le choix des hypothèses stratégiques et leur caractère durable. Par exemple, la densification à partir du chapelet des villes connectées ne va-t-elle pas contribuer à accentuer la pression sur les ressources du territoire ?

### *Pour les personnes consultées*

De nombreux participants ont fait part de leur intérêt pour la démarche et de la qualité des débats, qui leur ont permis d'enrichir leurs propres réflexions. Cette forme de démocratie participative leur a donné l'occasion de conforter leur citoyenneté.

En particulier, les ateliers citoyens :

*« Nous nous sommes globalement enrichis des informations reçues et des échanges que nous avons eu les uns avec les autres. Nous remercions à ce titre les intervenants qui ont accepté de nous informer et de répondre à nos questions. »* (extraits Avis des Ateliers citoyens)

### *Un apport politique*

En réunissant de nombreux acteurs et en mettant aux débats les grandes questions qui se posent au Languedoc Roussillon, cette démarche SRADDT a permis de **consolider une nouvelle identité régionale contemporaine**.

Certains territoires, comme l'Aude ou le Gard commencent à mener leur réflexion en déclinaison / complémentarité du SRADDT.

De plus, des réunions de travail réunissant les SCoT et la Région ont permis d'avoir une réflexion collective sur l'aménagement du territoire régional. Celles-ci devront être pérennisées.

Ainsi la démarche du SRADDT a permis **une véritable amorce de la fonction de chef de file de la Région**.

# Les limites de la démarche

## Démarche limitée dans le temps

La période de coélaboration s'est échelonnée de décembre 2007 à septembre 2008, soit 10 mois de réflexion collective. Compte tenu de l'échelle vaste d'une région et à la perspective 2030, il n'a pas toujours été facile d'appréhender collectivement les enjeux en un temps limité.

Pour cela, au delà du document SRADDT, la dynamique amorcée doit être poursuivie. En particulier, la question du suivi du SRADDT et de son opérationnalité apparaissent essentiels pour prolonger le débat.

## Une couverture territoriale très large

Lors de la première série d'ateliers territoriaux, la Région a souhaité, pour garder la dimension régionale des débats, réaliser uniquement 4 réunions géographiquement réparties sur le territoire. Pour la deuxième série, 5 réunions ont été organisées. La mobilisation des partenaires a été plus importante. La région étant un territoire vaste et contraint, les conditions d'accès nécessitent une forte implication des partenaires. Plus de réunions territoriales aurait peut-être été l'occasion de mobiliser davantage d'acteurs, au risque toutefois de se perdre dans des problématiques locales et non plus régionales.

## Une rotation dans les participants

Un millier de personnes ont participé à l'élaboration du SRADDT. Cependant il y a eu un certain turn-over des participants, cela était parfois perturbant au cours des débats. Il a été essentiel d'assurer une certaine progression dans la réflexion. Des actions spécifiques plus ciblées auraient peut-être permis de mobiliser plus largement ces partenaires.

Néanmoins, une fidélisation des participants est à souligner puisque environ 35 % des personnes ayant assisté au moins une fois sont venues aux réunions suivantes.

Présence	Participation par structure	Participation par personne
2 fois	63	112
3 fois	33	54
4 fois	22	26
au moins 5 fois	6	10

## Un temps de débat contraint pour les citoyens associés

Certains citoyens ont été déçus lors des ateliers citoyens de ne pas consacrer plus de temps au débat. En effet, la méthode nécessite un certain équilibre entre les temps de formation et d'information, et les temps de débats. De plus, il ne s'agit pas d'arriver à un consensus mou mais de permettre aux citoyens de structurer leur propre argumentation lors de la rédaction de l'avis.

Néanmoins l'ensemble des citoyens s'est fortement impliqué dans la démarche et bon nombre d'entre eux aurait souhaité prolonger la réflexion.



Annexes

# Annexe 1 - Décret n°2000-908

## Relatif au schéma régional d'aménagement et de développement du territoire

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,  
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, notamment son article 34 ;  
Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

### Article 1

Le schéma régional d'aménagement et de développement du territoire comprend :

- a) Un rapport établissant un diagnostic de l'état actuel du territoire régional et présentant, dans ses dimensions interrégionales, nationales et européennes, l'évolution économique, sociale et environnementale sur vingt ans de ce territoire ;
- b) Une charte régionale qui définit les orientations fondamentales à dix ans du développement durable de ce territoire et fixe à cet effet les principaux objectifs d'aménagement et d'équipement en cohérence avec les politiques de l'Etat et les différentes collectivités territoriales ;
- c) Des documents cartographiques, traduction spatiale de la charte régionale et des choix qu'elle comporte.

### Article 2

Le conseil régional fixe les modalités d'élaboration du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire, notamment les modalités selon lesquelles sont associées les personnes mentionnées à l'article 34 de la loi du 7 janvier 1983 susvisée. Il détermine également les conditions dans lesquelles sont assurées l'exécution du schéma régional et l'évaluation périodique de sa mise en œuvre.

Le préfet de région et les préfets de département dans la région communiquent au président du conseil régional la liste actualisée des groupements de communes compétents en matière d'aménagement et d'urbanisme et celle des pays dont le périmètre définitif est arrêté, en vue de permettre leur association à l'élaboration du schéma régional.

### Article 3

Le président du conseil régional demande au préfet de région, à l'exécutif des collectivités territoriales compétentes, aux établissements et organismes publics communication des documents de planification et des projets d'investissement ayant une incidence sur l'aménagement et le développement de la région. Il tient compte des projets et documents communiqués dans les délais impartis, pour assurer la cohérence des politiques de l'Etat, des collectivités territoriales et des organismes publics dans la région.

### Article 4

Le projet de schéma régional d'aménagement et de développement du territoire préparé par le conseil régional en association avec les personnes mentionnées à l'article 34 de la loi du 7 janvier 1983 susvisée est adressé, pour avis, aux conseils généraux des départements de la région, au conseil économique et social régional et à la conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire. L'avis de ces organismes est réputé favorable s'il n'a pas été rendu dans le délai de trois mois courant du jour de leur saisine.

Le projet de schéma régional est transmis, pour observations éventuelles, au préfet de région et aux conseils régionaux intéressés.

### Article 5

Le président du conseil régional met à la disposition du public le projet de schéma régional d'aménagement et de développement du territoire. L'avis de mise à disposition du public est affiché dans toutes les mairies des communes situées dans la région et publié dans au moins deux journaux diffusés dans la région.

Le projet de schéma régional, assorti des observations des personnes associées à son élaboration ainsi que des avis et observations recueillis en application de l'article 4, est mis à la disposition du public, pendant deux mois, au siège du conseil régional et de chaque conseil général, ainsi que dans les mairies des chefs-lieux de



département et d'arrondissement. Des registres sont ouverts au public pour qu'il puisse y consigner ses observations. Ces registres sont transmis au conseil régional à l'issue de la consultation.

#### **Article 6**

Le conseil régional délibère sur le projet de schéma régional éventuellement modifié pour tenir compte des avis et observations prévus aux articles 4 et 5 ci-dessus.

La délibération adoptant le schéma régional d'aménagement et de développement du territoire comporte les motifs justifiant les principaux choix et orientations retenus.

#### **Article 7**

Le décret n° 97-689 du 30 mai 1997 relatif au schéma régional d'aménagement et de développement du territoire est abrogé.

#### **Article 8**

Guy Hascoët

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'éducation nationale, le ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de la culture et de la communication, le ministre de l'agriculture et de la pêche, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, la ministre de la jeunesse et des sports, le ministre de la recherche, la ministre déléguée à la famille et à l'enfance, le ministre délégué à la ville, la secrétaire d'Etat à la santé et aux handicapés, le secrétaire d'Etat au logement, la secrétaire d'Etat au budget, la secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation, le secrétaire d'Etat à l'industrie, la secrétaire d'Etat au tourisme, le secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle et le secrétaire d'Etat à l'économie solidaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Lionel Jospin Par le Premier ministre, La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Laurent Fabius, La ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, Le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, Le ministre de l'éducation nationale, Jack Lang, Le ministre de l'équipement, des transports et du logement, Jean-Claude Gayssot, La ministre de la culture et de la communication, Catherine Tasca, Le ministre de l'agriculture et de la pêche, Jean Glavany, Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, Michel Sapin, La ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, Le ministre de la recherche, Roger-Gérard Schwartzenberg, La ministre déléguée à la famille et à l'enfance, Ségolène Royal, Le ministre délégué à la ville, Claude Bartolone, La secrétaire d'Etat à la santé et aux handicapés, Dominique Gillot, Le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, La secrétaire d'Etat au budget, Florence Parly, La secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation, Marylise Lebranchu, Le secrétaire d'Etat à l'industrie,

Christian Pierret, La secrétaire d'Etat au tourisme, Michelle Demessine, Le secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle, Michel Duffour, Le secrétaire d'Etat à l'économie solidaire.

## Annexe 2 - Avis des ateliers citoyens

### ATELIER 1 :

#### « Comment concilier attractivité et biodiversité ? »

##### Les membres du groupe de citoyens

Annie ALONSO	Julien DIANCOURT
Amine AOUDI	Laurence FAUCHART
Arnaud BECHARD	Francine FLOUQUET
Maryvon BONFANTI	Patrick FUSTER
Justine BONNERY	Roger GIANIEL
Paula BONNET	Amantine GUERIN
Nancy CARRIE	Bernard SALLES
Fabien CHIARI	Olivier SEBBANE
Sandrine DELCAMPE	

##### Notre pari citoyen

En tout premier lieu, nous voudrions rappeler le déroulement de nos travaux :

- > Nous avons été recrutés par IPSOS il y a deux mois, en répondant de manière positive à une invitation à participer à des ateliers citoyens organisés par le Conseil régional Languedoc Roussillon, parce que nous aimons ce territoire et nous sentons concernés par son devenir et par l'héritage que nous laisserons aux générations futures.
- > Nous avons été retenus en tant qu'habitants-citoyens témoignant de la diversité de la région Languedoc Roussillon ; à cette époque nous n'avions pas d'idées préconçues sur la question qui nous a été posée.
- > Nous avons bénéficié de deux week-ends d'information (les 27-28 mars et 4-5 avril) au cours desquels nous avons rencontré une quinzaine de témoins et d'experts.

- > Nous avons ensuite formulé une série de questions que nous avons posées lors de l'audition publique d'hier matin.
- > Nous avons enfin travaillé ensemble hier après midi, hier soir et ce matin pour rédiger cet avis que nous vous présentons aujourd'hui.

##### Par rapport à ce déroulement, notre appréciation est la suivante :

- > Nous considérons que les citoyens devraient être davantage consultés sur les choix qui concernent leur vie. Nous apprécions et saluons à ce titre la démarche des ateliers citoyens initiée par la Région que nous avons trouvée très intéressante. Cependant, nous espérons fortement que notre parole ne restera pas sans suite et qu'elle sera prise en compte. Nous aimerions un rendez-vous d'étape dans un an avec les élus de la Région pour faire le bilan des suites données à notre avis.
- > Nous nous sommes globalement enrichis des informations reçues et des échanges que nous avons eu les uns avec les autres. Nous remercions à ce titre les intervenants qui ont accepté de nous informer et de répondre à nos questions.
- > Cependant, nous regrettons que les conditions dans lesquelles on nous demandait de produire notre avis n'aient pas pu nous permettre d'échanger davantage : les contraintes de temps et le rythme soutenu des week-ends de travail ont en effet généré de nombreuses frustrations. Les « débats » du dernier week-end ont été intéressants sur le contenu mais n'ont pas été de véritables lieux d'échanges et ont réduit d'autant le temps disponible pour la rédaction de l'avis.

## Notre avis sur la controverse

Dans le cadre de son Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT), le Conseil régional du Languedoc-Roussillon a souhaité nous interroger sur la façon dont il pourrait concilier au mieux l'attractivité du territoire avec la préservation de la biodiversité.

Il nous semble que des efforts importants ont déjà été faits sous différentes formes pour la préservation de la « nature exceptionnelle » et des « sites remarquables ». Nous souhaitons que ces efforts soient maintenus et aussi amplifiés en direction de la « nature ordinaire » et des espaces agricoles essentiels pour la biodiversité.

Pour autant, il nous semble que la priorité est aujourd'hui de développer un modèle global de cohabitation entre l'homme et la nature par le recours à des outils de planification urbaine intelligents et une vision globale des besoins (eau, transports, énergie, déchets, alimentation...). Il s'agit d'anticiper l'avenir et de limiter l'étalement urbain afin de protéger l'environnement par de nouvelles formes urbaines et l'utilisation des meilleures techniques disponibles qui offriront, de plus, une meilleure qualité de vie aux habitants.

## Aménager le territoire pour cohabiter et protéger

### > Attractivité : notre constat

Notre premier constat est qu'il n'y a pas besoin de rendre la région attractive, elle l'est naturellement. Nous avons pour la plupart été impressionnés par la réalité des chiffres : au moins 500 000 nouveaux habitants arriveront en Languedoc-Roussillon d'ici 2030.

Ce mouvement accroît d'autant la pression exercée sur le territoire (spéculation foncière, menaces sur les milieux naturels, pollution, déchets, transports, urbanisme...). La flambée des prix de l'immobilier entraîne une précarité croissante et aggrave la pénurie de logements.

Cette pression a entraîné un étalement urbain débridé depuis 20 ans sans aucune planification : multiplication à outrance des lotissements de maisons individuelles, gourmands en espace qui génèrent de très forts besoins en transport (notamment en voitures individuelles), d'autant plus accrus que ces lotissements se trouvent loin des commerces et des activités socio-économiques.

Cela doit nous conduire à penser différemment.

De plus en plus de gens sont favorables à une densification urbaine, avec une mixité des fonctions (logements, commerces, entreprises, équipements...) et des populations (jeunes, personnes âgées, actifs...). Pour cela, une véritable politique d'anticipation s'impose.

### > La nécessaire planification urbaine

Au cours des différents entretiens avec les intervenants, nous avons découverts les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et les Parcs naturels qui nous semblent des outils intéressants et devraient être étendus et harmonisés à l'échelle de la région.

Le partage défini par le SCOT entre zones protégées et zones ouvertes à l'urbanisation future nous a semblé particulièrement pertinent. Ce zonage doit cependant s'accompagner d'une véritable vision à long terme. Il faudrait ainsi que les élus aient une vraie volonté d'anticiper l'avenir (risques futurs, évolution des normes en matière d'environnement et d'énergies renouvelables, accroissement démographique, mixité sociale...).

Pour cela, il serait très utile de rendre obligatoire et contraignante la consultation d'experts diversifiés tels que ceux du CAUE (Conseil Architecture Urbanisme Environnement).

Nous aimerions aussi que les élus qui cherchent à lutter contre la spéculation foncière et à protéger les espaces naturels soient davantage soutenus lorsqu'ils appliquent la réglementation à la lettre. Dans ce cadre, nous tenons à saluer la création récente d'un établissement public foncier régional.

De façon générale, nous demandons que les élus soient moins laxistes et appliquent les lois avec plus de rigueur partout et pour tout le monde, notamment concernant la loi littorale. De nombreux instruments existent, encore faut-il les exploiter pleinement (taxe sur les zones naturelles sensibles...).

### > De nouvelles formes urbaines pour une meilleure qualité de vie

Une fois les zones ouvertes à l'urbanisation définies, si l'on veut réellement préserver durablement les zones protégées, il est indispensable de travailler sur de nouvelles formes urbaines permettant de répondre au double besoin de logements et de préservation de la biodiversité.

Il existe des formes d'habitat alternatives, plus denses, sans grands immeubles ou lotissements de maisons individuelles. De telles formes urbaines permettent, de plus, de recréer une vie de quartier au lieu de cités dortoirs et d'intégrer différents types d'habitats pour répondre aux besoins de toutes les catégories sociales dans les quartiers nouveaux ou reconstruits.

Il est notamment essentiel que les nouveaux quartiers prévoient de mélanger zones résidentielles, commerces, logements sociaux, loisirs, équipements sportifs... et prévoient d'améliorer la biodiversité en ville avec systématiquement un espace naturel en leur sein.

### > Protégeons aussi la nature dite « ordinaire »

Nous estimons qu'on ne protège pas assez la « nature ordinaire » et les zones agricoles, qui sont pourtant essentielles pour l'environnement.

Le choix d'importer notre alimentation entraîne une surconsommation d'énergie et une pollution accrue. Nous recommandons ainsi de favoriser l'agriculture locale (circuits courts). D'autre part, la biodiversité plus importante dans les champs que dans les forêts constitue une raison supplémentaire de défendre les zones agricoles. La création de zones protégées est également essentielle dans la perspective du changement climatique, en particulier pour anticiper les conséquences sur le littoral (exode climatique à prévoir). Il faut absolument privilégier des solutions à long terme en développant plutôt les territoires dans l'arrière pays.

Nous avons enfin été particulièrement sensibles aux actions menées par le Conservatoire du Littoral. Nous pensons qu'il faut garantir son existence, préserver et soutenir ses actions qui deviendront d'autant plus cruciales que nous devrons faire face à des bouleversements climatiques importants qui modifieront en profondeur le tracé de la côte.

## Les techniques de protection de l'environnement

### > Maîtriser l'énergie

Avec la montée du péril climatique et la fin des énergies fossiles, la consommation et la production d'énergie deviennent des enjeux majeurs : il va falloir consommer moins et produire autrement. La région Languedoc-Roussillon est à la fois la région la plus ventée et la plus ensoleillée de France. Elle est déjà pionnière en matière de production d'énergie par l'éolien et le photovoltaïque.

Même si la prise de conscience est croissante, elle met aussi en lumière l'importance des efforts qui sont encore à fournir. Nous regrettons également la faiblesse de l'information disponible sur ce sujet. Les élus devraient beaucoup plus communiquer sur les énergies renouvelables notamment par la communication en direction des citoyens au travers de sites délocalisés d'information à ce propos.

Nous demandons à la Région de poursuivre ses efforts en matière de développement des énergies renouvelables, notamment concernant l'équipement solaire privé et collectif (sur les toits davantage que sur le sol).

Dans cette perspective, il serait utile de se doter d'un objectif chiffré de production d'origine renouvelable à atteindre. Nous suggérons que les financements des collectivités en provenance de l'Etat puissent être conditionnés à leurs efforts en matière d'énergies renouvelables.

Enfin, le Conseil régional se doit d'être exemplaire dans son fonctionnement : maîtriser sa consommation d'énergie et tendre vers l'autosuffisance énergétique d'origine renouvelable.

### > Préserver le capital eau

L'eau est vitale. Il nous faut la protéger. Les enjeux sont multiples pour la région Languedoc-Roussillon : réduire la consommation, garantir l'autonomie sur la ressource, assurer une meilleure répartition sur le territoire et atteindre le bon état écologique des eaux. Des solutions simples existent pour accroître la ressource en eau : désalinisation, récupération de l'eau de pluie ; comme pour l'économiser : utiliser la technique du bois raméal fragmenté pour cultiver, privilégier les cultures peu consommatrices en eau (plantes grasses en ville et dans nos jardins), etc.

Nous souhaitons que la Région encourage fortement les économies d'eau à la fois par des incitations financières (une taxe sur les surconsommations), le soutien aux actions techniques (appareillage des foyers, entreprises, collectivités... en limiteur de débit) et un travail en plus grande synergie avec les chercheurs (créer des forums ouverts au public pour encourager les innovations dans ce domaine, présenter de nouveaux modes de gestion et d'exploitation des ressources naturelles par exemple).

### > Réduire nos déchets

Les déchets non gérés ont un fort impact sur l'environnement. Il y a nécessité urgente d'une prise de conscience et d'outils simples et généralisés, tant sur la réduction de nos déchets que sur leur tri ou leur recyclage.

Nous constatons malheureusement que les collectivités se refilent la patate chaude sur la gestion des déchets (emplacement des déchetteries, ramassage...).

Il existe pourtant des solutions simples et peu coûteuses qui permettent de réduire la production de déchets. Parmi les solutions qui nous intéressent, nous citons par exemple : le compostage des déchets ménagers, la mise en place de toilettes sèches lors de manifestations en plein air, les pique-niques sans déchets...

Nous regrettons par ailleurs que pouvoirs publics et associations ne communiquent pas davantage sur les efforts faits pour nettoyer le littoral et les campagnes et les opportunités éventuellement offertes pour chacun de s'y associer.

De manière plus générale, nous estimons que le tri sélectif doit être harmonisé et systématisé sur le territoire et que des poubelles de tri doivent être mises à disposition dans tous les lieux publics. Une fois encore, le Conseil régional se doit de montrer l'exemple : réduire, trier et recycler ses propres déchets, économiser le papier, acheter systématiquement de façon responsable.

### > Se déplacer autrement

90% des déplacements effectués dans la région le sont au sein des zones urbaines et entre celles-ci, alors que seulement 10% sont effectués par les camions et les touristes sur l'autoroute. Les infrastructures routières segmentent les espaces naturels et l'offre de transports en commun est très inégale sur le territoire du Languedoc-Roussillon. L'enjeu est donc de développer des transports durables et respectueux de l'environnement.

Nous constatons qu'un certain nombre de solutions ne sont pas du tout adaptées à l'échelle de la région : le feroutage qui ne fonctionne que sur les longues distances ou encore le développement éventuel d'un aéroport supplémentaire qui nous paraît totalement contradictoire avec la lutte contre les émissions de CO2 et le réchauffement climatique.

Nous saluons l'initiative de la KARTATOO pour privilégier l'intermodalité (pouvoir utiliser avec un même billet différents types de transports), mais nous regrettons que les moyens pour continuer de développer le ferroviaire soient limités.

Nous estimons cependant que de nombreuses solutions complémentaires peuvent être développées : le covoiturage et les espaces piétons et vélos, le pédibus pour les enfants comme mode de ramassage scolaire, le système de vélos en libre service à améliorer et à développer sur le territoire.

Enfin, nous insistons sur l'absolue nécessité de concevoir une offre de transport adéquate et diversifiée accompagnant de chaque nouveau projet urbain selon l'approche globale et concertée que nous avons déjà évoquée.

### > Une alimentation raisonnée

L'agriculture est un pilier du développement durable. Un changement radical est nécessaire tant dans nos méthodes de production (travail de la terre, usages de méthodes naturelles comme l'élevage de coccinelles pour remplacer certains pesticides) que dans nos modes de consommation. Nous constatons qu'il existe des politiques publiques qui favorisent la restauration bio dans les collectivités et le régime « méditerranéen » vecteur de bonne santé (cf doc « SERVIR 2006 »). Nous encourageons la poursuite de ces efforts.

Nous regrettons que 50 à 70% du bio consommé en France soit importé. Afin de réduire au maximum les circuits d'échanges et le gaspillage d'énergie qui en découlent, envisageons de relocaliser les activités et les productions importées et privilégions une production et une consommation locale et de saison (sur le modèle des AMAP, Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne).

Un véritable effort en matière de communication doit être fait car tout le monde parle du « bio », mais nous manquons d'informations précises. L'appui d'experts sur ce sujet et, pourquoi pas, la création d'un label bio propre à la région du type « Sud de France » et d'une information dispensée sur les marchés bio et les lieux de distribution seraient utiles. Cela permettrait une meilleure visibilité des produits et contribuerait à l'attractivité de notre territoire. Cela permettrait également de réduire le prix des produits bio en les popularisant.

Par ailleurs, nous soutenons l'extension de la démarche du bilan carbone entamée par certaines entreprises agricoles.

Enfin, la région doit rattraper son retard en matière de produits bio et raisonnés par un soutien actif à la filière, car après avoir été une pionnière en la matière, la région semble aujourd'hui se reposer sur ses acquis.

## Responsabiliser le tourisme

Nous constatons qu'afin de mieux faire cohabiter l'attractivité de notre territoire et le respect de son environnement, l'offre de tourisme en Languedoc Roussillon doit évoluer. Le tourisme de masse notamment peut être facteur de pollution et doit adopter de bonnes pratiques environnementales.

Nous encourageons le développement du tourisme vert et tout au long de l'année, nos espaces seront ainsi toujours vivants et le patrimoine naturel de la région se trouvera valorisé auprès de gens qui le respecteront.

Plus largement, il faut sensibiliser à des pratiques touristiques respectueuses de l'environnement, valoriser comme facteur d'attractivité les zones propres (pavillon bleu des plages à étendre à d'autres lieux : étangs, campings...), ou encore les produits locaux, du terroir et labellisés bio.

## Conclusion

Bien que le SRADDT oriente les politiques à mener dans les vingt années à venir, l'horizon à prendre en compte est bien plus lointain.

Pour autant l'urgence de la menace climatique nous impose d'agir dès maintenant.

Il existe un certain nombre de mesures, normatives, dissuasives et incitatives. Mais elles restent trop timides.

Nous souhaitons retenir les moyens suivants :

- > l'information et la communication
- > l'éducation/formation à l'environnement pour les publics de tout âge.

La prise de conscience environnementale doit être individuelle et collective. De nombreux efforts sont demandés aux citoyens afin qu'ils modifient leurs comportements. Nous prenons cette responsabilité, mais nous souhaitons qu'elle soit partagée par tous. Qu'en est-il des industries et de nos dirigeants et élus locaux et nationaux ?

Afin d'instaurer une sagesse collective et politique, nous proposons la mise en place d'une « charte des engagements réciproques » qui lierait la Région Languedoc Roussillon (élus et agents) et ses citoyens-habitants pour parvenir ensemble à concilier attractivité et biodiversité.

## ATELIER 2 - « Comment concilier croissance économique et développement social? »

### Les membres du groupe de citoyen-ne-s

Marie-Ange Armanet	Nicolas Masson
Fabien Assié	Geneviève Poggi
Valérie Bartkowiak	Charly Schwab
René Cayrol	Marie Talayrach
Mélanie Cordier	Christine Texier
Jean-Luc Durand	Gérard Unternaehrer
Adrien Feuillassier	Alain Velez
Julie Jullian	Thierry Vu
Valérie Lombard	Guillaume Wujkowski
Nathalie Masdeu	

## Introduction

La région a choisi de demander à des citoyens profanes et non partisans de faire preuve de créativité et de se projeter dans l'avenir en participant à l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire. A cet effet nous avons bénéficié d'une présentation de la situation économique, démographique et sociale actuelle de notre région. Partant de ces éléments et compte tenu des prospectives des experts et des citoyens, nous avons mis en évidence des pistes de réflexion permettant de répondre à la controverse suivante :

### Comment concilier croissance économique et développement social ?

En citoyens investis, nous avons décidé de relever le défi au travers de quatre grands axes qui impacteront l'avenir de notre Région et qui sont :

- > Le développement économique
- > L'entrepreneuriat social
- > Le tourisme
- > L'adéquation entre formation et besoins sur le marché du travail.



Nous nous sommes efforcés de garder à l'esprit que nous devons nous positionner entre la valorisation de l'économie de services qui caractérise notre région et/ou l'émergence d'un modèle novateur basé sur l'économie de la connaissance et de l'innovation.

## Notre réflexion sur le développement économique

### > Constats

L'atelier citoyen nous a permis de faire les constats suivants. Avec la mondialisation le financier a pris le pas sur le politique ce qui a également affaiblit la région Languedoc Roussillon. La région, en raison de sa qualité de vie (soleil, variété de la nature, littoral) est attractive et attire chaque année de nouveaux résidents (30 000 par an). Il y a une incidence certaine sur le prix de l'immobilier.

Le tourisme a été un secteur économique florissant. Traditionnellement, la région a attiré le tourisme populaire, mais actuellement les structures d'accueil sont vieillissantes.

De nombreuses entreprises sont créées, mais trop disparaissent rapidement et c'est une des causes de la précarité de l'emploi.

Le Languedoc-Roussillon est classé avant-dernière région industrielle de France.

Le LR est le premier vignoble du monde. Actuellement on privilégie le qualitatif au quantitatif. La reprise familiale des vignobles est difficile.

### > Préconisations

Nos équipes citoyennes font les propositions suivantes:

- Création d'un « think tank » (club de réflexion) apolitique ou s'appuyant sur le think tank « Penser demain » pour générer des idées et des réflexions innovantes pour le développement économique, social et culturel de la région. Un think tank doit être accessible à chaque citoyen et citoyenne. Il pourrait réfléchir, par exemple, à l'accueil harmonieux des nouveaux arrivants et de nouvelles entreprises. (par exemple archipel d'éco-villages).
- Développer l'attractivité sociale autour de l'entreprise pour favoriser l'implantation économique.
- Généraliser sur l'ensemble du territoire l'accès au haut débit Internet dégroupé avec et sans fil.

- Favoriser l'émergence de nouvelles industries.
- Accompagner les secteurs en crise dans leur mutation, par exemple en basculant les subventions des milieux en crise vers des activités novatrices (la mutation de la pêche vers l'élevage ou la production d'algues pour la bioénergie).
- Développer une structure de vente par Internet des produits Sud de France.
- Mieux exploiter les ressources naturelles, par exemple tous les produits dérivés du pétrole par des cultures d'algues.
- Améliorer la visibilité des filières « porteuses » et en parallèle la visibilité des compétences acquises par les jeunes diplômés : créer de groupement d'employeurs, mutualiser des fonctions, assurer la formation pour les PME.
- Amplifier l'effort sur la création d'entreprise et activité (incubateurs et de pépinières d'entreprise, sensibilisation des jeunes et à l'entrepreneuriat).

## Notre réflexion sur l'entrepreneuriat social

Nous définissons l'économie sociale et solidaire de la façon suivante : entreprendre et développer autrement en réinvestissant les bénéfices réalisés dans les projets de l'association.

Après avoir écouté les différents experts, notre diagnostic est le suivant. L'économie sociale et solidaire est déjà bien développée dans la région par rapport au reste de la France. Ses avantages principaux sont l'accent mis sur l'humain et des emplois non délocalisables. Une partie de notre groupe tient toutefois à préciser qu'un pan de l'économie sociale et solidaire est dépendant de la solidarité nationale avec les risques que cela suppose.

L'avis global du groupe est de développer encore davantage l'économie sociale et solidaire. Nous proposons de mettre en oeuvre les recommandations suivantes pour y arriver.

- 1) **Un effort est à faire sur la formation et l'accompagnement.** Il est nécessaire de promouvoir des formations diverses à l'économie sociale pour coller aux spécificités régionales. L'accent doit également être mis sur l'enseignement des langues étrangères. Cela passe par le développement de formation ou des écoles avec des diplômes reconnus pour les besoins spécifiques de l'économie sociale et solidaire. Des stages doivent également être offerts si nécessaire. Il faudrait également prévoir l'accompagnement des entreprises sociales par des sociétés conseils.



- 2) Il faut **changer les mentalités des employeurs**. Les employeurs ne respectent pas toujours les employés qui travaillent pour deux structures différentes. Les employeurs doivent être plus flexibles et ouverts.
- 3) Il faut **aider à la création des associations** dans les domaines suivants : la famille, l'économie... Les questions sanitaires et les associations formant à l'utilisation d'Internet
- 4) Il faut **développer les coopératives** notamment les coopératives et associations paysannes et artisanales. Les coopératives paysannes doivent être encouragées à développer la culture maraîchère et l'élevage biologique pour une meilleure qualité de vie. Il faut également développer les livraisons de produits agricoles par téléphone et internet.  
Les coopératives et associations artisanales doivent favoriser la création et la multiplication des maisons de produits régionaux pour qu'elles ne soient pas seulement au bord des autoroutes mais également en zone rurale. Elles doivent également promouvoir les produits de pays par le développement des foires, marchés et marchés nocturnes.
- 5) Il faut **développer les éco-constructions et les énergies renouvelables** comme par exemple les panneaux solaires.  
On dit souvent que le solaire est trop cher mais nous proposons de regrouper les panneaux solaires pour qu'ils puissent approvisionner plusieurs maisons, tout un village ou tout un quartier de ville ce qui le rendra moins cher. La région devrait nous aider dans ce sens.

## Notre réflexion sur le tourisme

Au travers des différents intervenants, nous nous sommes rendus compte que le LR comportait plusieurs formes de tourisme avec des contraintes et des avantages pour chacun.

Le tourisme balnéaire est très axé sur la côte et le long du littoral. C'est un tourisme facile, mais vieillissant, qui cultive peu son image. Le tourisme hivernal et l'écotourisme, surtout en arrière pays, est bénéfique pour l'arrière-pays en LR.

Le tourisme de masse présente des désavantages globaux. Il est générateur de précarité car ce sont des emplois saisonniers et à temps partiel bien souvent. On note aussi des dégradations du littoral et de la nature ainsi que des nuisances pour les habitants. De plus cette forme de tourisme est saisonnier et ne fonctionne que quelques mois dans l'année.

Le tourisme haut de gamme en LR est peu développé, contrairement à la côte d'azur. Pour palier à ceci nous proposons de créer un tourisme à l'année qui permettrait de pérenniser les emplois dans ce secteur, réduisant la précarité de celui-ci. Cela permettrait de maintenir les structures dans l'arrière pays (écoles, bureau de poste ...).

Pour réaliser cela nous pensons qu'il faut développer le tourisme à l'année, notamment en créant des circuits culturels spécifiques au patrimoine et en exploitant les ressources et les richesses naturelles de celui-ci.

Nous pensons aussi que créer un label de tourisme ou d'étendre le label Sud de France au tourisme permettrait d'augmenter la force identitaire de celui-ci.

Les avis sont partagés concernant le tourisme haut de gamme. Certains estiment favorable de le développer, afin de le concilier avec le tourisme de masse ; d'autres sont septiques du fait de la concurrence avec les offres de l'Espagne et du Maghreb, moins chères et avec un service de meilleure qualité.

En conclusion de nos réflexions nous sommes favorables à la valorisation d'un modèle touristique de masse spécifique à notre région pour maintenir un tissu économique et social harmonieux tout au long de l'année.

## Notre réflexion sur la formation

Suite à nos réflexions, plusieurs problèmes propres à la région Languedoc Roussillon ont été identifiés.

Dans un premier temps, nous avons remarqué que les jeunes diplômés quittaient la région pour trouver un emploi ailleurs. Pour les salaires d'abord et ensuite pour les opportunités qui paraissent plus intéressantes.

Le chômage des jeunes diplômés est un vrai problème. Le premier pas dans l'entreprise est difficile, même lors de recherches de stage. Pendant les entretiens, le manque d'expérience est souvent un prétexte à la non embauche.

Paradoxalement, la surqualification est parfois un frein. Nous proposons de favoriser la rencontre entre employeurs et jeunes diplômés. Les forums comme le salon de Travail, Apprentissage et Formation (TAF) y contribuent. Intégrer les stages dès la première année post-bac a été évoquée peut aussi être une solution.

L'offre de formation s'inscrit dans un processus qui suit les tendances, plutôt que de les anticiper.

Nous suggérons de développer les formations d'avant-garde (formations susceptibles de répondre aux besoins de demain). Certains ont souligné l'importance de la formation à l'entrepreneuriat et à l'innovation.

***Nous nous sommes accordés à dire que les universités et formations offertes dans le Languedoc-Roussillon étaient de bonne qualité, même si certains cas particuliers révèlent des lacunes.***

Nous nous demandons par contre si le cadre du PRQ (Programme Régional Qualifiant) n'est pas trop exclusif pour les réorientations professionnelles. Il s'agit en effet de développer la formation en fonction des besoins du territoire. Ne risque-t-on pas de « ne former que des jardiniers et des aides soignantes ? » On interdit l'entrée dans certaines formations parce qu'elles n'entrent pas dans ce cadre : « sans PRQ, point de salut ! ».

On relève des problèmes de timing sur l'adéquation de l'offre de formation et des besoins des employeurs. La concrétisation d'une formation peut arriver trois ans après la détection des besoins.

La formation apparaît trop souvent comme opportuniste, en offrant des formations d'aubaine pour des emplois trop rarement pérennes. Mais étant donné les problèmes rencontrés pour trouver un travail, c'est souvent la seule solution apparente aux chercheurs d'emplois. « N'est ce toujours pas mieux que rien ? »

Un constat a été établi, les formations actuelles permettant de répondre aux besoins traditionnels du marché (ex : agriculture ou BTP) sont de bonne qualité. Donc nous pouvons dire objectivement que la formation doit s'orienter vers l'innovation et la recherche des besoins futurs du marché (ex : les énergies renouvelables qui se développent depuis peu et qui ont un bel avenir).

## Conclusion

Au terme de notre démarche, nous trouvons pertinent d'orienter l'action de la Région Languedoc-Roussillon sur la base du slogan : « **Travailler mieux pour vivre mieux** ».

En effet, l'objectif de chacun des citoyens du groupe n'est pas tant de favoriser tel ou tel modèle de développement, que de bénéficier d'un cadre de vie harmonieux permettant de vivre, travailler, vieillir et mourir en Languedoc-Roussillon.

Notre atelier tient à adresser ses remerciements à l'ensemble des responsables politiques et à l'équipe organisatrice qui ont eu le courage de réunir et d'écouter un groupe de citoyens. Nous avons apprécié l'accueil qui nous a été réservé ainsi que les diverses informations que nous avons pu acquérir sur notre région.

Malheureusement certains d'entre nous déplorent la méthode qui fut employée pour cette concertation. En effet, trop peu de temps a été réservé à l'écoute, au partage et à la confrontation entre et avec les citoyens. Au final, nos avis sont plus une redite de présentations d'experts que l'expression de nos expériences, souhaits ou rêves.

La majorité préconise d'utiliser une méthode exploitant la créativité et les talents de chaque citoyens au profit d'innovations collectives pour le futur.

Nous aimerions être tenus au courant des suites données à ces ateliers citoyens. Ce texte a été approuvé et signé par les 20 participant-e-s de l'atelier 2.

## ATELIER 3 : « Comment concilier cohésion des territoires et compétitivité de la région ? »

### Les membres du groupe de citoyens

Véronique ATTARD	Daniel LECLERCQ
Stéphanie BECHARD	Fanny LIBOUREL
René BONNET	Bernard MARTIN
Annie BOUGUERBOUS	Laetitia MARTINEZ
Léo CHARLET	Jean MONIEZ
Claude CHARMES	Christian POGGIONOVO
Odile FAYET	Vanessa POURET
Sandrine FLORENT	Paul ROUYER
Claudine GAILLARD	Eliane SAX-NINIO
Bernadine GIAMALIS	Steve TREBOZ

### Introduction

#### Rappel de la démarche

Pour préparer le SRADDT, les élus régionaux ont voulu consulter un panel de 60 citoyens d'origines diverses, de conditions diverses, et impliqués par le devenir du Languedoc Roussillon à l'horizon 2030. L'institut Ipsos a été mandaté à cet effet. Ces citoyens se sont confrontés en trois groupes de 20 personnes sur trois controverses. Celle qui concernait notre groupe s'intitulait : comment concilier cohésion des territoires et compétitivité de la région ?

Nous nous sommes réunis à deux reprises lors de week-ends nous ayant permis de nous informer sur les sujets en question et d'échanger entre nous, et avons préparé le débat qui s'est tenu hier.

Dans la foulée de ce débat, nous avons rédigé hier soir cet avis.

### Les points forts de cette démarche

Selon nous la démarche a présenté les points forts suivants :

- la diversité du panel,
- l'importance de la communication entre les week-ends,
- la richesse du matériau apporté par les débats,
- l'intérêt de disposer d'une retranscription exhaustive des débats,
- la qualité des animateurs des ateliers et du débat.

### Ses points faibles

En ce qui concerne les points faibles, nous avons noté les éléments suivants :

- le manque de temps pour approfondir,
- le fait de séparer les trois controverses,
- le manque de réponses à certaines questions du débat du fait de l'absence d'intervenants spécialisés,
- la difficulté à doser préparation des questions et spontanéité du débat,
- le manque de temps pour avoir un débat avec les autres groupes de citoyens dans la salle,
- l'utilisation d'un jargon professionnel qui nécessiterait parfois plus d'explications.

## Notre position sur la controverse

Lors de la première journée des ateliers citoyens, nous nous sommes aperçus que nous avons chacun notre propre vision de la Région par rapport à notre vécu et notre lieu de résidence. Au fur et à mesure des interventions et de nos échanges personnels dans le groupe, nos positions se sont nuancées. Nous présentons ici celles vers lesquelles nous nous sommes dirigées.

### 1. Le développement de Montpellier est inéluctable et positif

La région Languedoc-Roussillon est essentiellement structurée sur l'arc méditerranéen et notamment autour de Montpellier. Elle a le plus important flux migratoire de France et celui-ci ne peut pas être régulé.

La ville de Montpellier devient une métropole qui s'étend à des petites villes par capillarité et possède l'ensemble des infrastructures et équipements pour répondre aux attentes d'une population variée. De par sa position géographique et son cadre de vie, Montpellier est aujourd'hui la ville la plus attractive de la Région. Par l'action volontariste des élus, Montpellier a largement développé son image et sa notoriété.

Nous pensons que chaque Région a besoin d'une locomotive et que Montpellier joue pleinement ce rôle. Elle peut attirer des compétences extérieures et par cela redynamiser les villes moyennes de l'arrière pays. Le développement de Montpellier est positif car la ville a apporté une architecture nouvelle créant les éléments de fixation d'un tourisme plus durable (ex : festivals...). Elle concentre par ailleurs un certain nombre d'atouts économiques (notamment recherche, médecine, technologies de pointe...) qui la rendent attractive. Elle sait rebondir aux évolutions de la société. Elle valorise la mixité de la population et intègre facilement les nouveaux arrivants.

Cependant nous pensons que cette position dominante ne doit pas se faire au détriment des autres villes de la région Languedoc-Roussillon.

### 2. Le développement de Montpellier doit se poursuivre en articulation avec l'ensemble du territoire

A notre avis, Montpellier et les autres villes de la région doivent trouver un certain équilibre et une cohérence au profit d'un développement harmonieux de la Région. Montpellier qui occupe une place prépondérante doit maintenant, selon nous, irriguer l'ensemble du territoire en tenant compte des spécificités particulières à chacun. Il existe des identités et des ressources propres à chaque territoire qu'il faut revaloriser, faire connaître et développer.

De plus, la région bénéficie de ressources naturelles (ex : bois dans les Cévennes, hydraulique, soleil, vent...) qu'elle se doit de préserver pour constituer une réserve pour l'avenir. Le développement durable c'est peut être, pour nous, raisonner au niveau de petites unités pour éviter le déséquilibre des territoires dans la vision d'ensemble de la région. Il nous semble qu'il faut encourager les initiatives économiques pour favoriser les implantations viables ; ceci correspondant à une attente de plus en plus importante de la population.

Comme le développement de la Région s'appuie sur le développement de Montpellier, nous préconisons de la même manière que chaque territoire ou pays s'appuie sur son propre centre urbain en fonction des potentialités présentes (ex : centres historiques à revaloriser...). La situation étant reconnue comme bien vendue pour Montpellier, pour le passé comme pour le présent, les ressources financières de la Région n'étant pas extensibles, nous pensons qu'il serait judicieux de concentrer les efforts de cette dernière sur les autres territoires d'équilibre. Il est évident que ceci sous-entend que chaque pays ou territoire travaille en réseau.

### 3. Montpellier doit chercher un positionnement propre par rapport à Barcelone

Dans les rapports interrégionaux qui sont caractérisés par de la compétitivité et de la coopération, le Languedoc-Roussillon est bien entendu entouré de régions partenaires/rivales et marqué par la prégnance de l'attractivité de la Catalogne et notamment de Barcelone. Toutefois, nous soulignons que certains territoires sont aussi attirés par d'autres grandes métropoles (ex Toulouse à l'Ouest et à l'Est Marseille).

A notre avis, sans chercher une concurrence frontale avec Barcelone, Montpellier ne doit malgré tout pas s'endormir sur ses lauriers, mais trouver une place propre. Elle doit s'affirmer dans ses domaines d'excellence (recherche, qualité de la vie, culture), tout en ne perdant pas de vue la proximité culturelle et humaine de nos deux régions.

En conclusion de cette partie, nous estimons qu'il convient d'organiser la diffusion des talents, des prospérités et des espérances sur l'ensemble du territoire pour organiser les perspectives futures de la région. Les réflexions que nous avons été amenées à faire devront être adaptées aux évolutions à venir. Certains éléments sont difficiles à appréhender à l'heure actuelle, tant de variables nous restant inconnues (économiques, démographiques, climatiques, énergétiques, cette liste n'étant pas exhaustive).

## Notre vision de ces conditions de développement du territoire

Pour concrétiser le développement du territoire régional dans le sens que nous venons d'indiquer, nous voyons cinq conditions fondamentales :

- > le développement des transports,
- > l'accueil de la population arrivante,
- > la maîtrise du foncier,
- > la coopération entre politiques et entre collectivités,
- > le développement de la communication.

### 1. Le développement des transports

Nous voudrions souligner trois points :

- Nous avons bien compris l'importance du coût du transport ferroviaire et avons bien noté qu'il est très coûteux d'entretenir et de faire fonctionner des voies existantes lorsque les lignes sont peu fréquentées ;
- Nous nous inquiétons également des conséquences du transport routier sur l'environnement ;
- Enfin, nous pensons qu'il est fondamental pour le développement des territoires de disposer d'une offre de transport adaptée à chaque commune et chaque type d'utilisateur.

Trois évolutions nous paraissent de ce fait très importantes :

- Miser sur une meilleure articulation de l'ensemble des modes de transport dans la région : train, bus, tram, taxi etc...
- Être très innovant sur les techniques et les modes de transport ; nous pensons qu'il ne faut pas rester dans un état d'esprit trop « 19<sup>ème</sup> siècle » et ne pas hésiter à avoir des visions qui peuvent paraître osées aujourd'hui mais qui constitueront des solutions pour demain ;
- Développer sur les lignes les plus denses, un tram-train à cadences très régulières.

## 2. L'accueil de la population arrivante

Pour que ce développement plus harmonieux de la région se produise, une condition est également de prendre en compte les flux très importants de nouvelles populations dans les années à venir.

Nous constatons que ces flux de populations correspondent en fait à des catégories très différentes : familles, personnes âgées, actifs, sans travail et formation, résidents d'Europe du Nord etc.

La quasi unanimité de notre groupe estime qu'il est nécessaire d'accueillir chaque type de population selon ses caractéristiques et ses besoins.

## 3. La maîtrise du foncier

En parallèle à cet accueil des nouveaux arrivants, la maîtrise du foncier est également une condition indispensable.

Nous avons noté que les outils existants ont été complétés récemment par la création d'un Etablissement Public Foncier qui nous paraît une bonne initiative.

Nous nous interrogeons cependant sur la capacité de cet établissement à intervenir avec des moyens financiers suffisants et souhaitons que ses critères d'intervention soient le plus rationnels possibles.

## 4. La coopération politique et la coopération entre collectivités

Même si nous avons le sentiment que ces problèmes sont parfois exagérés par les médias, il nous paraît fondamental que les élus puissent dépasser les querelles de personnes et de partis et s'investir pleinement sur les enjeux de la région au-delà de leurs couleurs politiques.

Nous voudrions également souligner que nous donnons notre confiance aux élus lors de l'élection, mais qu'il ne s'agit pas de pleins pouvoirs pour 5 ou 6 ans et qu'il est nécessaire qu'ils respectent leurs engagements, justifient leurs choix et rendent des comptes aux citoyens sans attendre l'élection suivante.

Au-delà de ce développement de la coopération politique dans la région, il est également important qu'une plus grande coopération se développe entre les différents niveaux de collectivités et qu'elle favorise l'émergence et le déploiement des projets des différents territoires. L'exemple des Pays nous a particulièrement interpellés, car il correspond à une nouvelle logique d'intervention qui va du territoire vers le politique.

## 5. Le renforcement de la communication régionale

La communication pour promouvoir l'attractivité de la région vers l'extérieur, assurer l'information des citoyens et favoriser la cohésion de tous les territoires nous paraît un dernier enjeu très important.

Cette communication nous semble développée dans certains secteurs (exemple : la culture), mais moins dans d'autres (exemple : l'économie et les entreprises).

### **CONCLUSION : nos souhaits pour la suite de la démarche**

Nous nous sommes fortement impliqués dans cette démarche et souhaiterions en conséquence être informés de la suite donnée à ces réflexions.

Nous souhaiterions que les élus impliqués analysent notre démarche et donnent leur avis à ce sujet : ses atouts, ses faiblesses, ...

Nous voudrions également qu'ils disent ce qu'ils comptent mettre en œuvre... sans langue de bois !

Nous espérons ainsi avoir contribué à la démarche de réflexion sur l'évolution du Languedoc-Roussillon dans les 20 ans à venir.

## Annexe 3 - Composition du comité d'experts SRADDT



> **Claude ALLET**  
Président du Directoire BRL (Compagnie Nationale  
d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc)  
**Aménagement du territoire - Eau**



> **Michel DEMAZURE**  
Président du Comité Arago  
**Université - Recherche**



> **Claudie HOUSSARD**  
Directrice du Conservatoire des Espaces Naturels  
du Languedoc-Roussillon  
**Environnement - Biodiversité**



> **Jacques MICHAUD**  
Professeur d'histoire du droit  
à l'université de Montpellier  
**Culture Patrimoine**



> **Bruno BERENGUEL**  
Directeur de l'OREF Languedoc-Roussillon  
(Observatoire Régional Emploi Formation)  
**Formation**



> **Olivier DOUARD**  
Président de l'ORJ Languedoc-Roussillon  
(Observatoire Régional des Jeunes)  
**Jeunesse**

> **Philippe HUET**  
Expert de l'Association Française de Prévention  
des Catastrophes Naturelles (AFPCN)  
**Environnement - Risques**



> **François VALETTE**  
Directeur Adjoint LAMETA (Laboratoire  
Montpellierain d'Economie Théorique et Appliquée)  
**Aménagement du Territoire - Economie**



> **Christine BREMOND**  
Experts des politiques territoriales auprès de Mairie Conseil  
(organisme de la Caisse des dépôts)  
**Aménagement du Territoire - Développement Local**



> **Jean-Claude GEGOT**  
Président de la Maison de l'Europe de Montpellier  
Directeur du département histoire de l'université Montpellier 3  
**Politiques Publiques et Européennes**

> **Jean-Claude ROURE**  
Préfet honoraire  
**Environnement - Risques**



> **Freddy VINET**  
Chercheur-géographe, à l'unité GESTER  
de l'Université de Montpellier 3  
**Environnement - Risques**

> **Marc CHEVALLIER**  
Ancien Président Comité Central des Armateurs  
de France  
**Transports - Déplacements - Ports**



> **Yves GORGEU**  
Experts des politiques territoriales auprès de Mairie Conseil  
(organisme de la Caisse des dépôts)  
**Aménagement du Territoire - Développement Local**



> **Françoise JARRIGE**  
Enseignante - Chercheuse ENSAM INRA  
UMR innovation  
**Agriculture - Dynamiques Territoriales**



> **Jean-Claude ZIV**  
Professeur titulaire de la chaire logistique, transports  
et tourisme du conservatoire national des arts et métiers  
**Transports - Déplacements-Logistique**



> **Yves COUSQUER**  
Ex Président Aéroport De Paris (99-2001), nommé  
« Monsieur financement » du canal Seine-Nord (2007)  
**Transports - Déplacements- Aéroports**



> **Jean GRAUJEMAN**  
Spécialiste des Infrastructures, ex DDE 34  
**Transports - Déplacements -  
Infrastructures Routières**



> **Philippe MALLARONI**  
Directeur du Conservatoire national  
des Arts et Métiers (CNAM) de Millau  
**Transports - Déplacements-Logistique**

Hôtel de Région  
201 avenue de la Pompignane - 34064 Montpellier cedex 2  
Tél. 04 67 22 80 00  
[www.laregion.fr](http://www.laregion.fr)

